Bulletin de la
SOCIÉTÉ D'HISTOIRE DU PLATEAU-MONT-ROYAL

BULLETIN 15e anniversaire SPÉCIAL

Hiver 2021 • Vol. 16, no 4 • www.histoireplateau.org

SOUTIEN ET ENTRAIDE

Les mouvements coopératifs et communautaires du Plateau de 1970 à 2000



LA COOP OLIER – LE COMITÉ LOGEMENT SAINT-LOUIS – LE MONDE À BICYCLETTE – RADIO CENTRE-VILLE – LE CENTRE DES FEMMES – LES COOPÉRATIVES DE MILTON PARC – LA CLINIQUE SAINT-JACQUES – LE FRAPRU – LES GARDERIES POPULAIRES – LE CENTRE DE SERVICES COMMUNAUTAIRES DU MONASTÈRE – LA MAISON D'AURORE

Sommaire

NOUVELLES DE VOTRE SOCIÉTÉ
Gabriel Deschambault 3

LES BICYCLETTES VONT À L'ÉCOLE
Illustration de Marie-Josée Hudon 4

ÉDITORIAL
Huguette Loubert 5

LE COMMUNAUTAIRE SUR LE PLATEAU 1970 À 2000 : UNE EXPÉRIENCE À EXPLORER
Mathieu Roy 6

LA COOP OLIER : UNE COOPÉRATIVE DU PLATEAU DES ANNÉES 1970
Guy Laperrière 8

LUTTES POUR LE DROIT AU LOGEMENT SUR LE PLATEAU
Bernard Vallée 10

LE MONDE À BICYCLETTE : LA MOBILITÉ REPENSÉE
Jacques Desjardins 13

LES ORIGINES DE RADIO CENTRE-VILLE
Kevin Cohalan 14

DES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES AU SERVICE DES FEMMES
Annick Brabant 16

LES COOPÉRATIVES D'HABITATION MILTON-PARC, UN REGROUPEMENT MODÈLE
Joshua Wolfe 18

LA CLINIQUE DES CITOYENS DE SAINT-JACQUES
Pierre Pineau 22

LA MAISON D'AURORE : AU CŒUR DE LA COMMUNAUTÉ
Entrevue avec Lorraine Decelles 24

LE FRAPRU ET LE LOGEMENT SOCIAL
Entrevue avec François Saillant 26

LES ATELIERS D'ÉDUCATION POPULAIRE, UN ANCRAGE DANS LE MILIEU
France Thouin 27

TÉMOIGNAGE : LA COOPÉRATIVE L'ARCHE DE NOÉ
Louise Boisclair 28

LES 50 ANS DES GARDERIES POPULAIRES
Entrevue avec Yves Rochon 29

LE MILE-END DES ANNÉES 60 ET UN PRÊTRE MILITANT : HUBERT FALARDEAU
Yves Desjardins 30

LA FONDATION DU CENTRE DE SERVICES COMMUNAUTAIRES DU MONASTÈRE
Huguette Loubert 32

ARCHIVES ET OUVRAGES SUR LES GROUPES COMMUNAUTAIRES DU PLATEAU
Huguette Loubert 36

Bulletin de la Société d'histoire du Plateau-Mont-Royal

Hiver 2021 • Vol. 16, no 4
Rédactrice invitée : Huguette Loubert
Rédacteur en chef : Gabriel Deschambault
Correctrice : Renée Dumas
Infographiste : Alejandro Natan
Comité du bulletin
Huguette Loubert, Gabriel Deschambault, Michel Gagné, Justin Bur
Le bulletin est publié quatre fois par année, les 21 mars, juin, septembre et décembre.
Imprimeur : Centre de copies Papillon, 4465a, rue De La Roche
Dépôt légal : Bibliothèque et Archives nationales du Québec (BAnQ) et Bibliothèque et Archives Canada (BAC)

Société d'histoire du Plateau-Mont-Royal

Centre de services communautaires du Monastère
4450, rue Saint-Hubert, local 419 Montréal H2J 2W9
514 563-0623
www.histoireplateau.org

Conseil d'administration
Huguette Loubert, présidente et directrice du Centre de documentation et d'archives
Gabriel Deschambault, vice-président
Robert Ascah, trésorier
Amélie Roy-Bergeron, secrétaire et chargée des communications
Ange Pasquini, webmestre
Justin Bur, Lorraine Decelles, Michel Gagné, Marie Heisler, Myriam Wojcik, administratrices et administrateurs

Marie-Josée Hudon, représentante publicitaire

La SHP est un organisme de bienfaisance, numéro 85497 1561 RR0001.

Visitez la Société d'histoire du Plateau sur Facebook!

Page de couverture : Expulsion de son local de l'ancienne école St-Dominic, située rue De Lorimier près de Gilford, de La garderie Soleil du quartier, le 21 août 1978. Photo : Collection Yves Rochon.

NOUVELLES DE VOTRE SOCIÉTÉ

Membership

Saviez-vous que 344 autres amoureux de l'histoire du Plateau-Mont-Royal partagent avec vous votre intérêt pour la SHP ? C'est notre plus grand nombre de membres depuis nos tout débuts.

Nous sommes tellement heureux de constater que cet engouement grandit d'année en année, sans faillir. On prend pour acquis que cet accroissement témoigne du fait que vous aimez bien ce que vous propose la société. On en est très fiers.

Vous ne pouvez pas savoir comment c'est un bel encouragement pour les membres du conseil d'administration et surtout, pour tous les bénévoles qui œuvrent à la SHP.

Pour poursuivre sur cette belle lancée, nous vous rappelons qu'en cette fin d'année, c'est le moment de renouveler votre adhésion si ce n'est déjà fait.

Petits secrets, ... mais grandes histoires

Depuis quelques temps, certains membres nous envoient des textes et des photos relatives à leurs familles ou à des épisodes de leur propre vie. Ces belles histoires du Plateau-Mont-Royal se retrouvent ensuite, pour notre plus grand plaisir, sur le blog de la SHP.

Notre webmestre Ange Pasquini assure le lien avec ces romanciers en herbe et les incite à enrichir ce qui dans un premier temps n'était souvent qu'un petit texte anecdotique.

Vous serez surpris de la richesse de cette littérature, qui s'accompagne de photographies des archives familiales de ces auteurs. Cela nous permet de mieux connaître la vie quotidienne ou les habitudes de nos prédécesseurs du temps passé.

D'ailleurs, nous profitons de l'occasion pour solliciter vos plumes si vous avez des histoires à nous raconter. En attendant, allez donc jeter un coup d'œil au blog : https://blogue.histoireplateau.org/blogue-shp/

Être à l'écoute

Nous aimerions bien connaître les points d'intérêt qui vous intéressent particulièrement. Qu'aimeriez-vous retrouver dans nos pages ou dans notre site internet? Les personnages célèbres ayant vécu dans le quartier? Les commerces populaires ayant eu pignon sur rue? Les histoires plus dramatiques qui se sont déroulées dans le quartier? Que nous vous parlions des immeubles qui sont architecturalement exceptionnels mais un peu oubliés? Aimez-vous la Grande histoire ou les petites histoires de la rue Mont-Royal ou de la rue Saint-Denis?

Faites-nous parvenir un petit message.

L'histoire à l'UQAM

La création du Laboratoire d'histoire et de patrimoine de Montréal permet de mettre en commun les connaissances en s'associant entre autres, avec des groupes hors université. Notre société y est associée et Huguette Loubert, notre présidente, nous y représente depuis plusieurs années. Elle a été invitée à co-animer une édition des Labos du Midi le 27 janvier prochain en ligne, décrivant justement le contexte de l'élaboration du présent bulletin, dans le cadre de cette collaboration avec le Laboratoire. Son co-animateur sera Mathieu Roy, qui a travaillé à la recherche pour ce bulletin.

NOËL 2021

Satanée Covid 19-20-21… c'est assez ! On ne sait pas compter plus loin. On souhaite que cela devienne vite de l'histoire ancienne. Vous ne pouvez pas savoir comme on s'est ennuyés de vous.

Ce sont tous les membres du C.A. de votre société d'histoire ainsi que tous les bénévoles qui vous serrent dans leurs bras virtuellement et qui vous font une bise chaleureuse. Nous vous souhaitons, plus que jamais, la santé et nous ajoutons aussi la paix, la joie et le bonheur avec votre entourage. Pour ce qui est du paradis, il peut bien attendre encore un peu car on a toujours plein d'histoires à vous raconter.



LES BICYCLETTES VONT À L'ÉCOLE



Dans les années 1970, le désintérêt des familles pour les quartiers anciens leur font fuir la ville pour la banlieue et ses arpents de verdure. Les enfants, toujours de moins en moins nombreux, suivent bien sûr le mouvement vers ce mythe du grand air. Les écoles se vident et on ne sait quoi en faire. C'est le mouvement coopératif et la volonté communautaire des gens du quartier qui trouveront une réponse, en proposant la réappropriation de ces vieilles, mais néanmoins magnifiques structures. On va dorénavant cuisiner dans ce qui était la classe de troisième année et dormir dans l'ancien bureau du principal. Quant aux bicyclettes des petits coopérants, qui s'entassent dans l'ancienne cour d'école, elles prendront aussi goût aux études et les cours de calcul vont leur donner le goût de se multiplier dans tout le quartier.

Gabriel Deschambault



Tableau de Marie-Josée Hudon, artiste portraitiste et fondatrice du

Musée
des Grands Québécois
Une autre **forme** de **mémoire**
www.mdgq.ca



Éditorial

SOUTIEN ET ENTRAIDE

Huguette Loubert,
Présidente de la SHP et rédactrice invitée

En cette année de célébration du 15e anniversaire de fondation de la Société d'histoire du Plateau, nous avions prévu une grande fête avec la remise des prix annuels de la SHP, la publication du recueil des bulletins des cinq dernières années, ainsi qu'un bulletin spécial. La fête est remise à plus tard étant donné les restrictions liées à la pandémie, le recueil est en production, tandis que le bulletin spécial, plus volumineux que d'habitude, vous est présenté aujourd'hui! Bien que nous traitions habituellement des faits historiques de plus de 50 ans, nous vous y présentons, exceptionnellement, des organismes communautaires et coopératifs des années 1970 à 2000. Ce thème tenait à cœur à notre président Richard Ouellet. Ce sera pour nous, un dernier salut à sa mémoire de rédacteur en chef.

Le thème a nécessité beaucoup de recherches, car la plupart des documents concernant ces organismes ne sont pas encore dans les archives publiques, mais demeurent entre les mains de leurs propriétaires retraités qui y tiennent comme à la prunelle de leurs yeux.

Le Laboratoire d'histoire et de patrimoine de Montréal a soutenu notre projet en nous octroyant les services d'un chercheur, Mathieu Roy, et en participant aux frais d'impression. Tous nos remerciements à Joanne Burgess et à Jean-Claude Robert pour leur assistance, ainsi qu'à tous ceux et celles qui ont participé au projet avec une grande générosité.

Au fil des pages, nous verrons la coopérative Olier, le Comité logement Saint-Louis, le Centre des femmes, les coopératives de logement de Milton Park et la coopérative l'Arche de Noé qui a donné une autre vocation à une école vouée à la destruction, Radio-Centre-Ville, la Clinique médicale Saint-Jacques, La Maison d'Aurore, l'abbé Falardeau dans le Mile-End, le Monde à bicyclette, les Ateliers d'éducation populaire et les garderies populaires.

D'autres organismes avaient aussi toute notre sympathie, comme l'Atelier le Fil d'Ariane, les Petits frères, Plein Milieu, le Centre des femmes du Plateau, le Centre de la santé des femmes, les comptoirs alimentaires et bien d'autres qui ont tous plusieurs décennies de présence dans le Plateau. Mais l'espace nous manquait.

Ce bulletin donne un portrait du Plateau des années 1970 à 2000. Un portrait de pauvreté, de maisons négligées par les propriétaires, de malnutrition, de manque de soins médicaux, d'isolement, de négligence de la part de la Ville de Montréal. Même si ces conditions se sont améliorées, pas moins d'une quarantaine d'organismes membres de la CDC (Corporation de développement communautaire du Plateau-Mont-Royal) sont encore au service des résidants du Plateau…



MERCREDI, LE 8 OCTOBRE 1969 — LE GUIDE M

Quand les adultes aussi contestent la société

Les Comités de citoyens, qu'est-ce que c'est ? Pas de vedettes parmi les membres. De tous métiers et de toutes conditions sociales, mais en général pas très riches, ils expriment à haute voix leur mécontentement. Ils disposent d'une force grandissante et commencent à constituer des groupes de pression dont il faut tenir compte. Ils inquiètent les pouvoirs publics, agacent les conseillers municipaux et intéressent les partis politiques. Mais jaloux de leur autonomie, les citoyens de Montréal et d'autres villes de la province, réunis en comités pour mieux se faire entendre, affirment bien haut qu'ils se dissocient de tout parti politique quel qu'il soit.

Dans l'île de Montréal, au moins 16 comités se sont constitués. Les actions concertées portent sur des cas précis. Ce ne sont pas des petites choses pour les gens d'un quartier que d'obtenir des classes de maternelle, d'accroître le nombre de terrains de jeux, de forcer les propriétaires à réparer les taudis, de faire vacciner leurs enfants gratuitement contre la rougeole, de leur procurer des soins dentaires gratuits et ainsi de suite. Ce qui est le plus surprenant, lorsque l'on prend contact avec les membres de ces comités, c'est bien de constater le nombre de batailles qu'il leur faut mener pour obtenir des choses qui paraissent aller de soi pour l'ensemble de la population.

Cet article du *Guide Mont-Royal*, daté du 8 octobre 1969, donne une bonne idée des besoins des citoyens qui prennent conscience que les efforts communautaires peuvent apporter du changement, ce qui donnera naissance à de nombreux organismes dans les années 1970 et 1980.



La coopération sur le Plateau des années 1970 à 2000 : une expérience à explorer

Mathieu Roy, étudiant au doctorat et membre étudiant du Laboratoire d'histoire et de patrimoine de l'UQAM

Au cours des décennies 1960 et 1970, la société québécoise vit une série de bouleversements majeurs. Que ce soit sur les plans de la redéfinition du rôle de l'État, de la représentation citoyenne ou de l'aménagement des villes, ces changements mettent en lumière les rapports de force qui sévissent au cours de cette période mouvementée.

De par son emplacement géographique et culturel central au sein de la métropole, le Plateau-Mont-Royal est un lieu privilégié pour observer les changements qui se produisent à l'échelle de Montréal. À l'aube des années 1970, le Plateau est un lieu où sévit pauvreté, malpropreté, criminalité, problèmes de logements, d'infrastructures et d'incendies. Un manque de considération politique afflige le quartier, que plusieurs tentent de corriger en luttant pour l'amélioration des conditions de vie. À Montréal, l'engouement de certains politiciens pour l'expansion du centre-ville et la rénovation urbaine met en lumière des inégalités dans le pouvoir de représentation de plusieurs pans de la population. Pour contrer les problèmes qui affligent les résidants et résidantes du quartier, plusieurs regroupements voient le jour. Créées à partir de la base, ces institutions prennent la forme de coopératives, de groupes militants ou communautaires; peu importe leur structure, celles-ci ont en commun d'œuvrer à l'amélioration de la qualité de vie des populations urbaines.

Dernièrement, grâce à la Société d'histoire du Plateau-Mont-Royal et au soutien du Laboratoire d'histoire et de patrimoine de Montréal, j'ai cartographié, puis archivé les réalisations de ces groupes d'action sociale. En plus de mettre en relief la richesse du vécu de ces regroupements, ce bulletin offre une tribune aux hommes et aux femmes engagés pour la justice sociale, qui, par leur vécu atypique, ont développé une connaissance fine des réalités urbaines. Plusieurs de ces témoins privilégiés d'une époque révolue ont accepté d'être interviewés, nous permettant ainsi d'exposer la richesse de leurs expériences. Des portions de ces entretiens apparaissent au fil des pages de ce numéro.

Des années 1970 à 2000, les mouvements coopératifs et d'entraide ont pris des allures multiples. Certains d'entre eux ont initié des combats politiques, alors que d'autres se sont investis dans l'amélioration de la qualité de vie en offrant de l'aide directe. Ces derniers ont eu une trace indélébile dans le quartier, comme en témoigne, par exemple, l'expérience du Comité logement Saint-Louis. C'est au sein de ce regroupement que plusieurs militants ont fait leurs premières armes, en se mobilisant contre les évictions, l'intimidation des promoteurs et les mauvaises conditions des locataires. Pour lutter contre la hausse des prix du logement, plusieurs citoyens et citoyennes ont vu dans les coopératives d'habitation une issue salvatrice. La lutte pour la protection de Milton Parc, pour sa part, a donné lieu à des solutions originales pour préserver le patrimoine architectural d'une démolition certaine. Le réseau de garderies populaires, de comptoirs alimentaires, la Coopérative des citoyens d'Olier, la clinique Saint-Jacques, le Centre des femmes, les Ateliers d'éducation populaire et les cliniques juridiques ont, pour leur part, permis d'offrir des ressources élémentaires aux moins nantis. Enfin, de nombreux projets visant à briser l'isolement, favoriser la réinsertion et la mise en œuvre d'initiatives citoyennes ont vu le jour à la Maison d'Aurore, au Projet Changement, au Resto-Plateau et chez des dizaines d'autres organismes regroupés au Centre des services communautaires du Monastère depuis la fin des années 1990.

Dans les pages de ce bulletin, les lecteurs découvriront comment plusieurs mobilisations nationales ont vu le jour sur le Plateau, tant pour l'amélioration des conditions de logement que pour la lutte contre les inégalités. Ils seront plongés dans un univers où la volonté de changer la société était une force omniprésente. Dans un contexte aussi mouvementé, des tensions ont par

moment provoqué de vifs débats d'idées. Les récits relatés révèlent les différentes orientations qu'on a voulu donné aux organisations d'entraide, de même que la pluralité des visions qui guidaient ces organismes.

L'expérience du Plateau-Mont-Royal, au cours de ces années, est une riche page sur l'histoire de la coopération au Québec. Tout au long des XIX^e^ et XX^e^ siècles, des citoyens et citoyennes ont vu dans la création de réseaux de proximité des solutions aux problèmes causés par le développement urbain, l'industrialisation et l'instabilité économique. L'étude des mouvements coopératifs et d'entraide met en lumière la façon dont l'initiative citoyenne a fait naitre des formes de solidarité, modifié les pratiques de gouvernance, ainsi que le paysage de la métropole. La tranche d'histoire que nous vous présentons dans ce numéro est bien particulière. Loin d'être un assemblage d'expériences purement individuelles ou restreintes aux frontières du Plateau, ces luttes révèlent des dynamiques que l'on peut souvent rattacher à la société québécoise et à d'autres grandes tendances nord-américaines. Ce bulletin nous permet de nous initier aux conflits politiques de ces années, aux enjeux entourant la marginalité, la santé publique, les réformes urbaines et la protection du patrimoine. Enfin, espérons qu'il s'agit de la première étape d'un travail qui sera poursuivi par la communauté historienne afin de nourrir la riche relation entre histoire et mémoire.



Le Théâtre à l'ouvrage, scène de la pièce Des quartiers où nous pouvons rester. 1980. **Collection François Saillant.**



Réunion du mouvement SOS-Garderies vers 1978. **Photo : Collection Yves Rochon.**



Assemblée syndicale des membres du personnel des garderies affiliés à la CSN en 1994. **Collection Yves Rochon.**



LA COOP OLIER : UNE COOPÉRATIVE DU PLATEAU DES ANNÉES 1970

Guy Laperrière,
professeur d'histoire retraité, membre de la SHP

Le mouvement coopératif a été très actif sur le Plateau-Mont-Royal au début et tout au long des années 1970; la Coop Olier en est un bon exemple. À partir de la documentation rassemblée par Mathieu Roy[1], examinons les premières années de cette coopérative.

Gaston Michaud, « le vicaire rouge »

La personnalité de Gaston Michaud marque les débuts de la Coopérative Olier. Sitôt ordonné prêtre, en 1965, ce dominicain devient vicaire à la paroisse Saint-Louis-de-France. Il est rapidement confronté aux limites de son action : les actions caritatives ne sauraient répondre au problème de la misère qu'il voit dans le quartier. « Je ne pourrai jamais aider quelqu'un si je ne peux pas le respecter. » Sa tâche est donc d'aider les gens à se valoriser et le meilleur moyen de le faire est de les associer à des tâches : « Viens m'aider, j'ai besoin de toi. »

Les débuts de la Coopérative

La formation du Comité de citoyens d'Olier marque les débuts de la Coopérative; cela remonte à 1969, au presbytère Saint-Louis-de-France, qu'on quitte cependant rapidement, pour inaugurer en 1970 une Maison du citoyen au 3952 rue Laval[2]. À cette époque, les incendies suspects étaient un problème majeur. Le premier coup d'éclat a lieu le 13 juillet 1970, alors que les membres effectuent une opération de nettoyage très publicisée sur un terrain de la rue Drolet, entre Roy et Duluth, et bloquent la rue. Trois des membres, Gaston Michaud, Simon Grégoire et Louise Gaboury, sont arrêtés et remis en liberté sous la pression de la foule.

En outre, les jeunes sont au centre des préoccupations : on leur organise des camps d'été. Le 25 mars 1972, la coopérative est incorporée sous le nom de Coopérative d'Éducation populaire des Citoyens d'Olier. Le nom Olier est choisi pour se dissocier de la paroisse, et fait référence à l'École Olier, incendiée le 4 juillet 1966, que les citoyens ont réussi à faire reconstruire. L'assemblée de fondation y a lieu le 15 mai 1972 et rassemble 75 personnes. On demande aux membres de fournir trois heures de travail par mois; le *Journal des Citoyens d'Olier* est lancé; on met sur pied un marché aux puces qui sera la principale source de financement de l'organisme et on achète une maison au 362 rue Roy Est.

C'est là qu'on ouvrira un comptoir alimentaire. Le 18 juin 1973, Gaston Michaud est élu commissaire scolaire. En octobre, on inaugure le parc Olier.



Manifestation contre les nombreux incendies dans le secteur de la rue Henri-Julien. 1975.
Collection Bernard Vallée.

Du comptoir alimentaire au camp de vacances

Le grand succès de la Coop fut le comptoir alimentaire. Ouvert tous les deux jours, il redonne aux gens de la dignité. La justice, plutôt que la charité : c'est ce qui amène Gaston Michaud à quitter l'Église :

Je suis sorti de l'Église parce que je n'en pouvais plus de cautionner le couvercle de la charité sur la marmite de l'injustice. [...] Je suis demeuré dans la même maison sur la rue Drolet, dans le milieu où j'étais vicaire. J'ai continué à travailler pour consolider la Coopérative Olier. Les finances étaient bonnes, les gens participaient avec enthousiasme, le comptoir alimentaire répondait aux besoins des gens et augmentait ses services.

En plus, nous avions acheté une ferme à Racine où environ 400 personnes du quartier venaient passer leurs vacances d'été. Quand le comptoir alimentaire de Montréal a commencé à voler de ses propres ailes, j'ai laissé la place à un autre coordonnateur et je suis devenu responsable de ce camp de vacances[3].

En Lutte ! et La Ligue entrent dans la valse

Quelques années plus tard, de grandes tensions vont secouer la Coop : les militants d'En Lutte!, puis surtout ceux de La Ligue communiste (marxiste-léniniste) du Canada[4], dont certains étaient déjà membres de la Coop, orientent vers les quartiers ouvriers leurs jeunes militants, qui deviennent des membres actifs. Le choc est violent : les marxistes s'en prennent aux « réformistes », lesquels veulent les exclure. Lors d'une assemblée générale spéciale, en 1976, les 93 membres sont divisés en deux groupes à peu près égaux; la proposition d'exclusion est battue : 42 voix pour, 45 contre et 5 abstentions.

La suite

Une des suites les plus importantes de la Coop Olier est la mise sur pied du Comité Logement Saint-Louis, fondé en 1974. Ce comité déménage au début des années 1980 angle Rachel et Saint-Hubert; il existe encore aujourd'hui, mais ça, c'est une autre histoire.

Gaston Michaud se lance dans la coopération à Racine et les marxistes-léninistes voient leur mouvement s'éteindre au début des années 1980. Il reste encore beaucoup à dire sur tous ces mouvements populaires et communautaires sur le Plateau… Mais quel bouillonnement dans les années 1970! Oui, « ils voulaient changer le monde… ».



Local où était installée la Coop Olier, rue Roy près de la rue Saint-Denis. En vitrine, des affiches pour des luttes conjointes avec le Comité Saint-Louis qui occupait alors l'étage. **Collection Bernard Vallée.**

Notes. –1. Pour cet article, nous utiliserons les documents fournis par Gaston Michaud et Robert Sweeny, ainsi que l'entrevue d'une heure réalisée par Mathieu Roy avec Gaston Michaud, le 14 mai 2021. **2.** Louise Gaboury, « Historique de la Coopérative d'Éducation populaire des Citoyens d'Olier », ms, 11 p., 27 mars 1974. **3.** Extraits tirés de *La lumière de la terre*, pp. 37 et 115, livre publié en 2014 par Michaud, dans lequel il relate ses expériences en développement des communautés. **4.** Sur le développement d'En Lutte! et de La Ligue communiste au Québec, voir Jean-Philippe Warren, *Ils voulaient changer le monde : le militantisme marxiste-léniniste au Québec*, VLB, 2007, p. 83-102.



Luttes pour le droit au logement sur le Plateau

Bernard Vallée,
Sherpa urbain à Montréal Explorations et membre de la SHP

La lutte aux évictions de la Grande crise des années 1930

Le **17 décembre 1931**, à la Salle Prince-Arthur (actuellement le Café Campus à l'angle des rues Prince-Arthur et Saint-Dominique), une assemblée publique sur le logement et les évictions réunit des centaines de résidant-e-s du quartier Saint-Louis. On y jette les bases d'un comité de locataires qui verra à organiser des comités de rue et on adopte une plateforme de revendications dont la réduction de 25 % des loyers et des tarifs de l'énergie, et l'interdiction des évictions de chômeurs pour non-paiement de loyer[1]. Au cours des années suivantes, on observe une multiplication des actions de résistance active aux évictions par ces réseaux de solidarité, comme celle qui explose le 6 mars 1933 lors de l'expulsion et de la saisie des meubles d'un ménage locataire incapable de payer le loyer, rue Saint-Dominique au nord de la rue Napoléon. Devant près de 2000 personnes qui bloquent le camion du huissier et déchargent les meubles saisis, Nick Zynchuck, l'ancien chambreur du couple, est abattu à bout portant d'une balle dans le dos par un policier. Cet évènement dramatique et la violence de la répression policière sur les dizaines de milliers de personnes réunies pacifiquement lors des funérailles dépassent le cadre du quartier pour devenir un enjeu national.

La lutte des citoyens et citoyennes de Milton-Parc (1968-1978)

En 1968, la compagnie immobilière Concordia Estates Limited annonce un projet majeur de « rénovation urbaine » dans le secteur sud-ouest du Plateau, souvent connu comme le « ghetto McGill », dont 96 % avait été acheté en catimini depuis 1958. Conçu en trois étapes, ce projet prévoit la construction de plusieurs tours d'habitation comprenant 5000 luxueuses unités de logement, un hôtel, un centre commercial souterrain et des édifices de bureaux. Les promoteurs font passer ce projet de démolition de 1000 unités de superbes logements bien construits pour la classe moyenne de la fin du XIX^{e} siècle pour un projet progressiste de réhabilitation urbaine d'un secteur de taudis!

Le Comité des citoyens de Milton-Parc (CCMP) se met sur pied et multiplie les initiatives communautaires et solidaires qui soudent les membres de la communauté (journal communautaire, clinique familiale, garderie, coopérative alimentaire, fêtes de rue, etc.); il élabore un projet alternatif d'aménagement urbain du secteur et il s'engage dans des actions directes (manifestations, occupations de logements et de bureaux administratifs), parfois réprimées par la police, pour alerter le public et faire pression sur les promoteurs.

La démolition de plus d'un quart des logements en 1972 va permettre au promoteur d'entreprendre la construction de la phase 1 de son projet que l'on connaît aujourd'hui sous le nom de *La Cité*. Mais la situation économique difficile du Québec, combinée aux effets de la lutte opiniâtre des résidants, force le promoteur à abandonner les deux autres phases du projet, préservant ainsi de la démolition près de 750 logements[2].

Du Comité logement Saint-Louis au Comité logement du Plateau-Mont-Royal : les années 1970 et 1980[3]

C'est en 1974 que plusieurs groupes populaires du quartier se réunissent pour soutenir la poursuite du travail de l'Association des locataires de Saint-Louis qui existait depuis 1971. En effet, à l'invitation d'André Lavallée de la Clinique juridique Saint-Louis qui constatait la dominance et la gravité des problèmes de logement dans la pratique de son organisme, la Coopérative des citoyens et citoyennes d'Olier, l'Association coopérative d'économie familiale Saint-Louis, les Ateliers d'éducation populaire de Mercier et la Clinique communautaire (de santé) Saint-Louis décident d'appuyer la création d'un groupe permanent, le Comité logement Saint-Louis, pour élargir la conscientisation et la mobilisation de l'ensemble des résidants du quartier sur les grands enjeux du droit au logement et de l'aménagement du quartier. Ce comité déménage au début des années 1980 angle Rachel et

Saint-Hubert; il existe encore aujourd'hui, mais ça c'est une autre histoire.

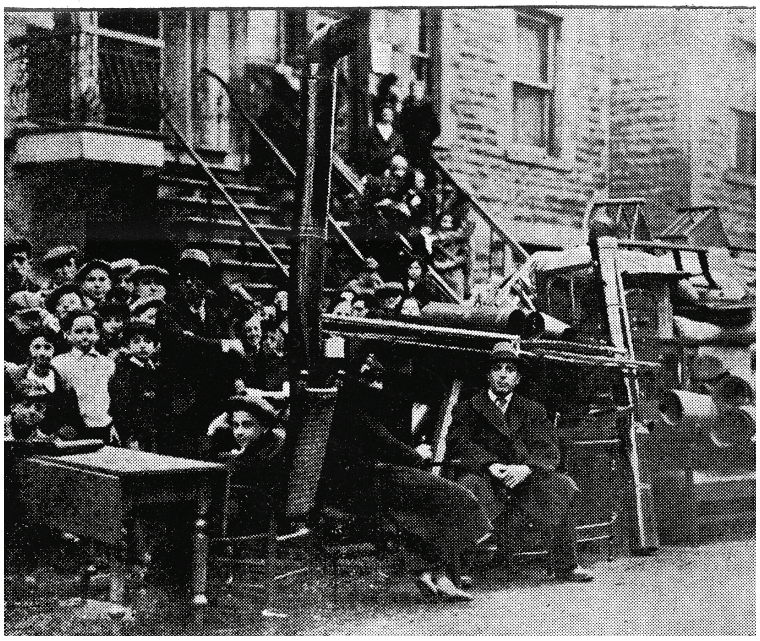
Lutte contre les démolitions et les feux

Aux côtés d'une coalition de résidants du square Saint-Louis, la mobilisation du Comité logement du printemps 1974 contre un projet immobilier près du square conduit au refus d'autorisation du projet par la Ville[4]. L'année suivante voit le Comité s'engager dans plusieurs confrontations avec la Ville de Montréal et des propriétaires privés, impliquant l'expulsion de locataires et la démolition de logements. Celle qui aura le plus grand retentissement concerne la démolition de toute une rue, la rue Saint-Norbert, ayant comme prétexte l'aménagement d'une cour de voirie sur un site improbable. Le Comité logement ne réussira pas à sauver la rue et ses édifices patrimoniaux, mais la mobilisation de larges appuis et la grande visibilité des moyens d'action, allant jusqu'à l'occupation de la rue en août 1975, contribueront à discréditer la pratique de la table rase ou du bulldozage urbain de l'administration Drapeau.

Jusqu'à la fin des années 1970, la lutte contre les incendies est une constante et souvent une priorité pour le Comité logement. Chaque année, des centaines de logements brûlent dans Saint-Louis. Ces incendies, très souvent criminels ou d'origine suspecte, témoignent de la pression de l'extension du centre-ville sur le marché immobilier de Saint-Louis. Étalée sur plusieurs années, l'action du Comité logement se compose d'un ensemble créatif de moyens d'éducation populaire pour mettre en lumière les causes du phénomène, secouer la résignation des résidants et les mettre en action, y compris avec des actions directes de désobéissance civile pour dénoncer l'inertie des responsables municipaux et les forcer à intervenir.

Une action locale et des réseaux nationaux

En 1978, le Comité logement participe à la création de deux regroupements nationaux aux revendications complémentaires: le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) et le Regroupement pour le gel des loyers, connu depuis 1980 sous le nom du Regroupement des



Expulsion d'une famille, rue Berri au sud de la rue Marie-Anne, années 1930. **Source : Inconnue.**



Bulldozer, ***bulletin du Comité des citoyens de Milton-Parc, vol. 2, no. 6, octobre 1970.***

comités logement et associations des locataires du Québec (RCLALQ).

Condos et restos

Après avoir été saccagé et menacé de destruction, ce qui va devenir « Le Plateau » voit se développer de nouvelles stratégies de transformation mettant en valeur son riche patrimoine, sa convivialité et son animation culturelle. Au début des années 1980, le Comité logement s'attaque ainsi au phénomène de la transformation des logements locatifs en condominiums témoignant de l'arrivée d'une nouvelle population plus nantie. Le Comité participe à une vaste campagne intitulée « Mon logement n'est pas à vendre » qui permet d'aboutir à un règlement municipal visant à contrôler ces conversions. Le Comité s'inquiète aussi de la perte de diversité commerciale et de la cohabitation difficile entre les résidants et des restaurants de destination régionale générant nuisances et perte de stationnements.

Logements sociaux et aménagement urbain.

Dès la fin des années 1980, le Comité logement observe que l'offre de logements accessibles aux ménages à revenus modestes et la disponibilité de terrains pour en construire sont au cœur de l'enjeu du maintien de la mixité de population du quartier. En 1987, le Comité crée la société acheteuse « Les habitations communautaires vie urbaine », visant à retirer des immeubles du marché spéculatif pour en faire des coopératives d'habitation. La même année, le Comité fonde la Table de concertation sur le logement du Plateau-Mont-Royal, en collaboration avec le groupe de ressources techniques en habitation Atelier Habitation Montréal. Après avoir adopté le nom de Comité logement du Plateau-Mont-Royal, il s'engage encore plus activement dans la mobilisation pour la construction de logements sociaux et va multiplier jusqu'à aujourd'hui les démarches pour que les rares terrains encore disponibles soient réservés à cet usage prioritaire.

À quelques années de son cinquantième anniversaire, le Comité logement du Plateau-Mont-Royal peut s'appuyer sur sa riche histoire de solidarités.

Notes. – **1.** Benoit Marsan. « *Battez-vous, ne vous laissez pas affamer! » : la lutte des sans-emploi et le Parti communiste du Canada durant la Grande Dépression à Montréal (1930-1935),* thèse de maîtrise, Université de Sherbrooke, 2013. **2.** Pour la suite de cette histoire de solidarité, voir l'article de Joshua Wolfe dans ce bulletin. **3.** Pour plus de détails sur l'histoire du Comité logement du Plateau-Mont-Royal, voir Justin Bur, Yves Desjardins, Jean-Claude Robert, Bernard Vallée et Joshua Wolfe. *Dictionnaire historique du Plateau Mont-Royal*, Écosociété, 2017, pp. 89-89. **4.** Bernard Vallée. « **Ôte-toi de notre soleil!** La lutte contre le projet Saint-Louis-sur-le-parc », dans le *Bulletin de la Société d'histoire du Plateau-Mont-Royal*, vol. 15, no 1-2, Printemps Été 2020, pages 26 et 27.



Affiche du Comité logement Saint-Louis. Graphisme Bernard Vallée. 1978.



Affiche du Comité logement Saint-Louis. Graphisme Bernard Vallée. Années 1970.



LE MONDE À BICYCLETTE : LA MOBILITÉ REPENSÉE

Jacques Desjardins, un pionnier du mouvement

Au début de l'année 1975, un groupe d'anarchistes anglophones mené par Vicki Shomlka et Bob Silverman se réunissait pour lancer le mouvement Citizens on Cycle avec l'objectif de remettre en question l'hégémonie de l'automobile dans l'espace public de Montréal. Ce même printemps, je lançais l'idée d'une mobilisation pour faire plus de place au vélo en ville afin de contrer les méfaits de l'automobile. Une première rencontre se tiendra en mai sur la rue Esplanade dans le Plateau : c'était le point de départ du Monde à bicyclette (MAB). L'organisme sera implanté dans le Plateau-Mont-Royal de 1975 à 2000, date où il cessera ses activités.

En mars 1977, le MAB organise un congrès de fondation sur la rue De Gaspé dans le Plateau. On y développe la vision d'un espace public urbain vert et humanisé, tout en repensant la mobilité par un réseau de transport actif sécurisé et un système de transport collectif plus efficace. Cette réflexion collective sur la ville jette les bases du nouvel urbanisme qui surgira dans le monde dans les années 80 et 90. De plus, le congrès permettra de clarifier l'objectif final du mouvement qui s'illustrera dans sa publication *Vers une ville nouvelle*. Par ailleurs, le journal du MAB sera publié gratuitement de 1976 à 1998, sous diverses appellations, et sera le témoin de la diversité de la contre-culture montréalaise.

Outre les pressions exercées auprès d'institutions, le MAB s'impose par l'organisation de cyclo-drames et par son activisme international. À partir de 1975, l'association organise la Journée internationale du vélo, qui regroupera 5000 cyclistes en 1977; en 1985, le premier Tour de l'île, organisé par Vélo Québec, aura lieu la même fin de semaine que cette journée. Par ailleurs, le MAB tiendra, entre autres, des *die-in*, des manifestations spatiales, une traversée du Saint-Laurent en barque (1981), des incursions interdites avec vélo dans le métro montréalais, l'aménagement clandestin de pistes cyclables, des participations théâtrales au Salon de l'auto, ainsi que diverses autres activités originales et humoristiques.

En 1977, le MAB fonde un comité cyclo-féministe qui publie des articles, organise des balades féminines à vélo et des ateliers de mécanique pour femmes. Il promeut l'autonomie des femmes par l'usage du vélo.

Notons quelques réalisations à la suite de ses nombreuses actions de protestation, que poursuivent, même différemment, divers organismes :

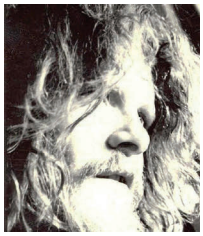
- En 1982 la STM (ex-CTCUM) offre une carte vélo-métro aux détenteurs de bicyclettes.
- En 1985, Montréal aménage un axe cyclable nord-sud.
- En 2008, l'axe cyclable est-ouest empruntant le boulevard Maisonneuve est inauguré et nommé Claire Morissette, du nom de la militante emblématique du MAB.
- En 2015, le Copenhagenize Urban Cycling Index fait de Montréal la deuxième ville la plus cyclable d'Amérique du Nord et la 20e au monde.

Il est également important de signaler que Claire Morissette, en 1994, a participé à la naissance de deux organismes toujours actifs :

- Cyclo Nord-Sud, visant à récupérer les vélos usagés pour leur donner une seconde vie auprès de populations plus vulnérables, entre autres dans les pays du Sud. Sous l'égide de cet organisme, le comité bénévole Encore du monde à bicyclette défend toujours les valeurs préconisées par le MAB.
- Communauto (volet Montréal), dédié à l'autopartage.



Manifestation du mouvement Le monde à bicyclette en 1976.
Photo : Alain Chagnon.



Tu ne peux pas faire ça, parce que ça n'a jamais été fait !

Les origines de Radio Centre-Ville

Kevin Cohalan, membre de la SHP

La naissance de Radio Centre-Ville CINQ 102,3 FM – toujours en ondes aujourd'hui – remonte aux bohémiens de la fin des années 1960, y compris ceux du légendaire journal underground *Logos* et de son concurrent éphémère *The Local Rag*. Les cerveaux de ce dernier se chargent ensuite de Community Switchboard, rue Sainte-Catherine, angle Jeanne-Mance, un centre d'information et de référence pour la jeunesse itinérante, perquisitionné, soit dit en passant, lors de la crise d'Octobre de 1970. (La porte suivante sera la salle de spectacles du Rising Sun de Doudou Boicel.) En 1971, Community Switchboard change de clientèle, d'adresse et d'appellation, visant la population multiethnique du Plateau-Mont-Royal; il loge alors sur boulevard Saint-Laurent, angle Napoléon (au-dessus de l'épicerie Simcha), sous le nom de Jonction Saint-Louis.

C'est l'époque où les groupes communautaires de tout genre foisonnent, bénéficiant souvent des programmes PIL (Projets d'initiatives locales), Perspectives jeunesse – *le programme cool d'un gouvernement too much*[1] – ou autres, dont les responsables se trouvent tout à coup grands seigneurs, les mains pleines de salaires à distribuer. Jonction Saint-Louis devient un incubateur de projets pilotes.

En même temps, la Compagnie des jeunes Canadiens recrute à titre de volontaire l'ancien rédacteur de *Logos*, Hyman Glustein qui, poursuivant son rêve, accepte de collaborer avec Jonction Saint-Louis à la création d'un poste de radio communautaire : à faible puissance, sans but lucratif, destiné aux quartiers populaires multilingues du « centre-ville » et, surtout, d'accès ouvert, permettant à tout le monde de s'exprimer librement et aux nouveaux arrivés de s'adapter au milieu. S'entourant de collègues comme Nelson Becker, médiaphile, Mark Zannis, sociologue, et Fernand Leclaire, technicien radiophonique, Glustein obtient des lettres patentes le 20 avril 1972 sous le nom de « Radio Centre-Ville Saint-Louis », dont le siège social est au 3955 boulevard Saint-Laurent. Il recueille une trentaine de lettres de soutien des groupes communautaires et institutions locales en faveur de son projet PIL et d'une éventuelle demande de permis, tout en recrutant en même temps une dizaine de personnes issues de divers groupes communautaires et ethniques du quartier : francophones, anglophones, portugais, grecs, hispaniques… Au cours des années, des centaines d'autres bénévoles s'y ajouteront.



Au penthouse de l'Édifice Cooper : debout, Hyman Glustein, fondateur, Mario Resende, équipe portugaise, et Fred Leclaire, conseiller technique; assis, Suzanne Perron, présidente du CA, François Martel, équipe francophone, et Kevin Cohalan, équipe anglophone.
Photo : Dimanche Matin, 30 janvier 1977.

L'aventure commence modestement par un atelier de production radiophonique, bientôt logé dans son propre local dans l'Édifice Cooper, 3981 boulevard Saint-Laurent, y louant le penthouse et l'emplacement d'antenne pour 150 $ par mois. Selon François Martel[2], un pionnier de l'équipe francophone, « l'idée était d'enregistrer des émissions d'intérêt communautaire, puis de les offrir pour diffusion aux stations montréalaises ». Toutes ont refusé, à l'exception de la radio étudiante de l'Université McGill, qui diffuse par câble et qui a rendu disponibles quelques heures par jour, accessibles sur le campus et aux rares abonnés. « Vers 1973, on a commencé à émettre sur le câble… [mais] on arrivait difficilement à rejoindre le public qu'on visait, parce que finalement le câble, ce n'était pas à la portée de tout le monde, surtout dans les quartiers du centre-ville… C'était très insatisfaisant comme formule, parce que nous voulions surtout rejoindre les gens du quartier, être une sorte de lien entre les divers groupes communautaires et la population du quartier. »

Une demande de permis volumineuse est rédigée en 1973 et déposée au CRTC (à l'époque le Conseil de la radio-télévision canadienne). On prévoit que le poste soit communautaire et multilingue, à faible puissance, diffusant 65 % en français et la balance en anglais, portugais, grec et espagnol – d'où

l'indicatif CINQ –, augmenté non longtemps après par le créole et le chinois.

Après l'audience publique du CRTC à Montréal le 23 avril[3] 1974, la demande est approuvée le 21 octobre et le poste, déjà tout organisé, est prêt à rouler; il ne suffira que de douze semaines pour commencer à diffuser sur la bande FM, le 28 janvier 1975 – fréquence 99,5, puissance 7,2 watts. L'année suivante, le poste reçoit une nouvelle fréquence, 102,3, et une augmentation de puissance à quelque 1400 watts.

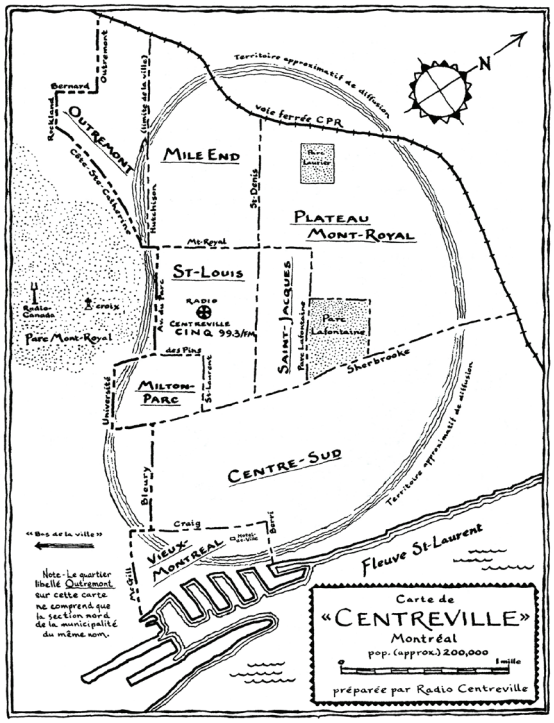
Tiraillages à droite et à gauche

Malgré l'allure sympathique de Radio Centre-Ville, certaines factions aimeraient mieux que le poste n'existe pas. Du côté droit, le patron d'un poste ethnique s'opposa au projet, lequel menaçait autant financièrement que politiquement son monopole. Glustein se trouva obligé, dans le cadre de la demande, de visiter le local du propriétaire : celui-ci brandit un pistolet...

C'est aussi la saison des beaux jours de l'extrême gauche[4], surtout maoïste, pour laquelle un poste de radio représente une cible convoitée, soit pour le contrôler soit pour l'exterminer afin de ne pas induire en erreur les masses populaires! Radio Centre-Ville, fidèle à sa politique d'accès ouvert, contrecarre ces tentatives de noyautage en ouvrant les bras aux anarchistes, moscovites, féministes, souverainistes, socialistes, écologistes, eurocommunistes… La paix règne.

Louise Forestier enregistre en 1978 la chanson de Pierre Flynn et Raymond Cloutier : *J'ai hâte de chanter sur Radio Centre-Ville cette chanson qui parle d'amour…* En 1982, la station achète son local actuel milendois, en haut de l'avenue Fairmount, toujours sur le boulevard Saint-Laurent.

Remerciements à Hyman Glustein pour ses archives personnelles, ses souvenirs et ses suggestions. Notons, qu'il consulta, en automne 1971, un ingénieur de radiodiffusion qui lui servit l'avertissement : *Tu ne peux pas faire ça, parce que ça n'a jamais été fait!*



Croquis de 1974 du territoire original de diffusion.
Archives de Hyman Glustein.



Affiche gravée, don de l'équipe hispanique.
Archives de Hyman Glustein.

Notes. – **1.** Jean-Robert Sansfaçon et Louise Vandelac, *Perspectives jeunesse : le programme cool d'un gouvernement too much*, APLQ (Agence de presse libre du Québec), Montréal, 1971. L'APLQ servit de salle de presse pour Radio Centre-Ville. **2.** Serge Brind'Amour, « Une radio sans tambour ni trompette », *Dimanche Matin,* 30 janvier 1977. Voir aussi, à *www.phonotheque.org*, l'historique de Radio Centre-Ville par Fritz Rhéaume, un autre ancien de CINQ. **3.** Fête de saint Georges et de Shakespeare. **4.** Voir Jacques Benoît, *L'extrême gauche*, brochure reliée publiée par *La Presse*, reprenant la série de 17 articles parus du 7 au 18 mai et du 18 au 25 juin.



Des organismes communautaires au service des femmes, dont le Centre des femmes de Montréal

Annick Brabant,
Historienne et animatrice spécialisée au MEM - Centre des mémoires montréalaises

NDLR.– *Tous nos remerciements au MEM – Centre des mémoires montréalaises (anciennement le Centre d'histoire de Montréal) pour avoir aimablement accepté la reproduction abrégée d'un texte de son encyclopédie en ligne Mémoires des Montréalais :* https://ville.montreal.qc.ca/memoiresdesmontrealais/mouvements-de-femmes-et-organismes-communautaires-montreal

Depuis le début du XX[e] siècle, de multiples associations, puis organismes communautaires, ont joué un rôle crucial pour accompagner les femmes montréalaises dans différents aspects de leur vie, du Montreal Local Council of Women qui voit le jour en 1893 à la création de la Fédération des femmes du Québec en 1966.

Les revendications des années 1970

Au tournant des années 1970, le mouvement des femmes à Montréal devient résolument militant et féministe. Il est fortement marqué par l'émergence de collectifs inspirés des discours anticolonialistes et marxistes. Le Montreal Women's Liberation Movement, fondé en 1969 par des étudiantes de l'Université McGill, propose entre autres du soutien aux femmes qui désirent obtenir un avortement. En décembre 1969, le Front de libération des Femmes (FLF) est créé. Il regroupe des femmes qui dénoncent l'oppression nationale du peuple québécois, l'exploitation de la classe ouvrière et celle des femmes. Le Front travaille aussi sur les questions des garderies, du salaire pour le travail ménager, de l'avortement libre et gratuit, de la conscientisation des femmes. Le groupe disparait en 1971 à la suite de divisions idéologiques internes. En 1972, les premières garderies populaires ouvrent leurs portes. Des comités de condition féminine voient le jour dans les organisations syndicales pour défendre les droits des femmes en emploi. En 1973, le Centre d'informations et de référence pour femmes/Women's Information and Reference Center est créé. Officiellement incorporé en 1975, l'organisme offre un service d'aide permanent aux Montréalaises les informant sur leurs droits et les ressources disponibles pour leur venir en aide. Au fil des ans, le Centre élargit son action et offre de nombreux services. Il lutte contre la pauvreté, l'exclusion et la violence faite aux femmes et offre du soutien à l'intégration au marché du travail, notamment aux nouvelles arrivantes, aux femmes âgées de plus de 55 ans et aux femmes autochtones. Il agit également comme centre d'éducation populaire. En 1985, l'organisme change de nom et devient le Centre des femmes de Montréal/Women's Centre of Montréal.

Diversification des organismes de services et de revendications

À partir de 1975, les groupes de femmes diversifient leurs champs d'action. L'Intergroupe réunit plusieurs collectifs de femmes militantes; de nombreuses luttes sociales se côtoient et se soutiennent. On compte parmi celles-ci, les luttes contre la violence faite aux femmes et contre le viol et l'inceste, pour le droit à l'avortement, pour la reconnaissance du travail ménager, pour la santé des femmes, pour soutenir les femmes immigrantes, autochtones et pour agir contre les discriminations faites aux femmes. On assiste, entre autres, pendant ces années à la fondation du Collectif des femmes immigrantes, du Centre de santé des femmes et de Femmes autochtones dans la métropole. La presse féministe, des maisons d'édition, des librairies, des organismes culturels et des centres de documentation voient le jour.

Dans les années 1980, plusieurs centres de femmes sont mis sur pied à Montréal. Ils proposent un espace non mixte, féministe, d'entraide, d'éducation populaire et d'action collective. Ce sont des espaces de formation et d'information. En 1985, 80 centres de femmes de partout au Québec fondent le R des centres de femmes, un regroupement provincial ayant pignon sur rue à Montréal. Les centres de femmes ont pour objectif d'outiller les femmes pour améliorer leurs conditions de vie. Différents groupes communautaires s'ajoutent aux groupes existants et proposent

de l'aide, par exemple en matière de logement, d'itinérance, de santé, d'intégration, de travail, de contraception, de sécurité ou pour la défense des droits des femmes. Un foyer pour femmes autochtones est créé à Montréal en 1987. La Table des groupes de femmes de Montréal voit le jour en 1996 et regroupe des organismes qui visent à promouvoir les droits et les intérêts des femmes en célébrant leur diversité. Certains sujets divisent au sein du mouvement des femmes, dont celui de la prostitution.

Au printemps 1995, la Fédération des femmes du Québec organise la marche *Du pain et des roses* pour dénoncer la pauvreté qui afflige les femmes; plusieurs organismes montréalais qui s'adressent aux femmes participent à la marche. Parties de Montréal, les marcheuses se dirigent vers Québec et sont soutenues par plusieurs groupes communautaires de lutte contre la pauvreté. Quelques années plus tard, le 14 octobre 2000, la Marche mondiale des femmes, qui vise à dénoncer l'oppression des femmes à travers le monde et à créer de nouvelles solidarités, traverse les rues de Montréal, alors qu'elle mobilise aussi des femmes à travers le monde.

L'action des groupes communautaires qui se consacrent aux femmes se poursuit dans les années qui suivent alors que les besoins sont tout aussi criants. De nombreux nouveaux organismes voient le jour pour y répondre. En 2020, la pandémie accentue ces besoins et les organismes communautaires qui accompagnent les femmes jouent un rôle plus essentiel que jamais.



Mère et enfant protestant lors d'une occupation des garderies sur le Plateau. Année inconnue. **Photo : André Chagnon.**



Assemblée publique 1978-79. Photo **: Collection Yves Rochon.**

Note : Des groupes communautaires de femmes mentionnées dans ce texte avaient leur bureau sur le Plateau Mont-Royal : Le R des centres des femmes, rue Saint-Denis, à l'angle de la rue Rachel, le Centre de santé des femmes, boulevard Saint-Joseph, face au parc Lahaie, le Centre des femmes de Montréal, rue Saint-Urbain au sud de Prince-Arthur et la Fédération des femmes du Québec, rue Berri, au sud de Saint-Grégoire, à l'époque de la Marche du pain et des roses.



Les coopératives d'habitation Milton-Parc

Joshua Wolfe,
cofondateur d'une des coopératives d'habitation de Milton-Parc

Les racines de l'ensemble des coopératives Milton-Parc, l'un des plus grands regroupements de coopératives d'habitation sans but lucratif, sans mise de fonds en Amérique du Nord, remontent au projet de développement immobilier La Cité. Au cours des années 1960, des promoteurs avaient secrètement acheté presque toutes les propriétés de cinq pâtés de maisons autour de l'intersection de l'avenue du Parc et de la rue Milton. Malgré une opposition véhémente des résidants locaux, 272 logements ont été démolis pour la phase 1 du projet : trois tours résidentielles et deux tours commerciales construites vers 1972.[1]

Le projet La Cité a fait faillite vers 1977. En 1978, Héritage Montréal fondé par Phyllis Lambert, qui a apporté son appui inconditionnel, et le Conseil de développement du logement communautaire proposèrent de racheter les logements ayant échappé à la démolition pour les transformer en coopératives. Étant donné la conjoncture économique et les programmes gouvernementaux beaucoup plus généreux qu'ils ne le seront par la suite, la formule permettait de rénover les bâtiments aux normes contemporaines, tout en maintenant des loyers abordables pour la plupart des résidants.

Après plusieurs transactions et des pressions exercées par Lucia Kowaluk, résidante de Milton-Parc et inlassable militante pour le logement social, la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL) a acheté les propriétés pour les rénover et les convertir en logements sans but lucratif; la plupart des bâtiments avaient été construits entre 1880 et 1914. La SCHL offrait un programme de subvention à la rénovation et à la construction pour la création de coopératives d'habitation. De 1980 à 1982, 135 bâtiments comprenant 597 logements de taille variable et quelque 20 locaux commerciaux ont été rénovés.

À la différence de la plupart des coopératives d'habitation, celles dans le territoire de Milton-Parc n'ont pas été constituées par des personnes ayant choisi cette formule. Les coopératives ont été créées principalement par des



Rue Jeanne-Mance, les trois immeubles de la Coop Les Tourelles.
Photo : Rosalind Cook.

résidants du moment, des personnes très hétérogènes (scolarité, origine ethnique, langue maternelle, âge, etc.). La constitution de la communauté en coopératives a évolué de manière organique, les voisins décidant avec qui se regrouper; en conséquence, une vingtaine de groupes différents ont été établis. Afin de fournir les compétences nécessaires à leurs membres, les coopératives ont offert des cours de comptabilité de base, de gestion de groupes et de présidence de réunions. Comme certains résidants se contentaient de laisser les autres faire le travail, les coopératives ont trouvé diverses solutions, allant de la signature de contrats énumérant les responsabilités, à des avertissements formels et à la suspension des avantages des membres.

En effet, étant donné l'hétérogénéité de la communauté, le désintérêt de certains résidants, peu intéressés à changer leur statut de locataire pour s'impliquer dans la gestion de leur habitat, et la faible aptitude de la population vivant dans les maisons de chambres à assumer des responsabilités à long terme, des organismes à but non lucratif (OBNL) à caractère social ont été créés pour superviser les quelque 125 chambres.



Les membres d'un des coops de Milton Parc dans une réunion semi-annuelle. **©Anastasios Arvanitis.**

Pour aider les résidants à mette sur pied les coopératives et à planifier la rénovation des immeubles, on a créé un des premiers Groupes de ressources techniques de Montréal, composé d'une équipe de gestionnaires, d'experts financiers, d'animateurs de communauté, d'architectes et de jeunes diplômés dans ces domaines. En outre, négocier avec la SCHL, la Société d'habitation du Québec (SHQ) et d'autres instances gouvernementales, afin de trouver des moyens de garantir que les loyers n'augmenteraient pas au point que les résidants ne puissent plus rester après les rénovations, a été un grand défi.



Trois coops ont pignon sur rue sur l'avenue du Parc. 2021.
Photo : Rosalind Cook.

Comme pour les autres coopératives sans but lucratif, le principal objectif du projet Milton-Parc était de maintenir à perpétuité un parc de logements salubres et attrayants, à des loyers abordables. En plus d'empêcher les propriétaires cherchant à faire du profit, cet objectif a été atteint grâce à une variété de programmes fédéraux et provinciaux de rénovation et à des subventions aux résidants les plus pauvres.

Mais Milton Parc est allé plus loin. À la suite de nombreuses discussions, la communauté est parvenue à un consensus pour que le patrimoine architectural soit préservé, que les immeubles restent pour toujours à but non lucratif et que presque tous les nouveaux résidants soient à revenu faible ou modéré. Ainsi, ils ont cherché à dépasser les normes exigées par la SCHL, ainsi que les principes du Code civil, ce dernier permettant à un propriétaire les pleins pouvoirs d'user, de jouir et de disposer de sa propriété. Après une longue exploration par des juristes, on a convenu que le moyen d'y parvenir était de s'adresser à l'Assemblée nationale pour qu'elle adopte une loi privée permettant la création d'une fiducie foncière : cette loi a été adoptée en 1987.

Malgré certains défis, une quarantaine d'années plus tard, la communauté-Milton Parc reste un modèle enviable; plusieurs résidants continuent à œuvrer pour végétaliser leurs terrains et les ruelles, à renforcer les liens entre voisins et s'engagent pour rendre leur communauté plus durable, dans tous les sens du mot.



L'immeuble de la rue Milton, anciennement la maison de Francis Hugh McKenna, a été divisée en plusieurs logements bien avant son intégration dans la Coop du Chez Soi, qui a su préserver son magnifique vitrail. À l'arrière-plan, la Coop Les Colonnes. 2017.
Photo : Rosalind Cook

Notes.– 1. Pour plus de détails sur la lutte contre la démolition du voisinage, voir *Milton Parc, Dictionnaire historique du Plateau Mont-Royal,* J. Bur, Y. Desjardins, J.-C. Robert, B. Vallée et J. Wolfe, Montréal : Écosociété, 2017; et *Communauté Milton-Parc, l'histoire d'hier et le fonctionnement d'aujourd'hui,* L. Kowaluk et C. Piché-Burton. http://www.miltonparc.org/wp-content/uploads/2017/03/French.pdf

Notice biographique.– Joshua Wolfe a été cofondateur d'une des coop*ératives d'habitation de* Milton-Parc et y a habité pendant presque 20 ans; il a siégé sur plusieurs comités de la coopérative et de la communauté.

QUELQUES PHOTOS...

Les photographes Roger Charbonneau, André Chagnon et André Senécal ont été très généreux lors de notre recherche de documentation sur les groupes communautaires et coopératifs. À travers leurs objectifs, ils ont été des observateurs privilégiés des événements et leurs photos des témoignages visuels éloquents. Elles illustrent presque toutes les pages de ce bulletin et… il en reste encore! Autant en partager quelques-unes avec vous. Tous nos remerciements à ces artistes qui ont toujours l'esprit communautaire.



C'est la fête à la Maison d'Aurore. Juin 1999. **Photo : Alain Chagnon.**



La jonglerie fascine toujours autant. À la Maison d'Aurore en juin 1999. **Photo : Alain Chagnon.**



Occupation des garderies en novembre 1973.
Photo : Alain Chagnon.



Manifestations du Monde à bicyclette. 1975.
Photo : Alain Chagnon.



Passage à la caisse au Comptoir alimentaire. Vers 1975.
Photo : Roger Charbonneau.



Les bénévoles installent l'épicerie au Comptoir alimentaire Lafontaine. Vers 1975. **Photo : Roger Charbonneau.**



Vitrines du local du Comptoir alimentaire Lafontaine, rue Laurier Est. Vers 1975. Photo **: Roger Charbonneau.**



Manifestations du Monde à bicyclette. 1975.
Photo : Alain Chagnon.



Spectacle bénéfice pour les garderies avec le soutien d'Armand Vaillancourt et Marie Eykel. 1974. **Photo : Collection Yves Rochon.**



La Clinique des citoyens de Saint-Jacques

Pierre Pineau,
travailleur permanent de la Clinique de 1980 à 1986

L'histoire de la Clinique des citoyens de Saint-Jacques nous ramène en 1968, l'assurance maladie et l'assurance médicaments n'existent pas encore et je suis à l'école primaire. Donc, pour tenter de résumer le parcours d'une des premières cliniques populaires de Montréal, je me suis référé au livre de Robert Boivin[1].

Tout commence avec la réalité des familles pauvres qui ont de la difficulté à faire soigner leurs enfants. Une consultation médicale coûte cher et plusieurs parents n'ont pas les moyens de payer les médicaments. Des citoyens des Habitations Jeanne-Mance et des environs décident de se regrouper pour former le Comité des citoyens de Saint-Jacques. Un des objectifs du Comité est la mise sur pied d'une clinique médicale accessible à tous. Des médecins et des étudiants en médecine de l'Université McGill se joignent à la démarche du Comité.

Le 28 octobre 1968, la Clinique ouvre ses portes dans un vieux logement, rue Saint-Christophe dans le quartier Saint-Jacques. Elle fonctionne strictement sur du bénévolat de professionnels de la santé et de citoyens bénévoles. Tous les services sont gratuits : consultation médicale, médicaments de base et soins dentaires. En moins de deux mois, la Clinique a reçu près de 300 patients, provenant de 157 familles du quartier.

Le 21 avril 1969, la Clinique obtient le statut d'organisme à but non lucratif. Elle ne bénéficie d'aucune subvention et son budget de fonctionnement repose essentiellement sur des dons. Pour boucler le budget, les usagers sont invités à payer une cotisation volontaire de 2 $ par mois, par famille.

Dès le départ, il est clair que la Clinique ne sera pas une clinique ordinaire. Elle prend position et fait des liens entre les conditions de vie et l'état de santé de la population. Elle soutient diverses grèves et luttes pour améliorer les conditions de vie et de travail. Pendant ces premières années, la politique prend parfois le dessus sur les services. La Clinique et certains de ses acteurs sont engagés directement dans le Front d'action populaire (FRAP) lors des élections municipales d'octobre 1970.

La Clinique déménage ensuite rue Rachel, sur le Plateau. En juillet 1970, elle engage ses deux premiers employés salariés : un médecin à temps plein et une employée de soutien au même salaire. Elle opte pour un fonctionnement coopératif; ainsi, pour avoir accès aux services, les gens doivent être membres et la cotisation de 2 $ par mois par famille devient obligatoire. De plus, la Clinique reçoit une subvention de la Fédération des œuvres de charité canadiennes-françaises. Aux services gratuits s'ajoutent les prothèses dentaires et les lunettes. Elle s'organise aussi pour disposer d'une plus grande variété de médicaments. Les nouveaux membres sont des travailleurs à revenus modestes qui ne bénéficient pas des mesures gouvernementales pour les personnes assistées sociales.

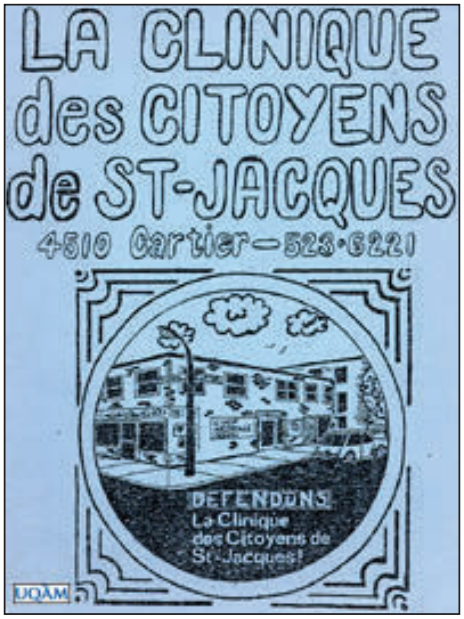
En mars 1973, les 138 membres réunis en assemblée générale décident à l'unanimité que la Clinique ne deviendra pas un CLSC. On croit que le modèle des cliniques populaires offre une meilleure réponse aux besoins et permet une réelle gestion participative : la Clinique favorise l'engagement des citoyens. Des dizaines de membres œuvrent sur divers comités (conditions de vie, femmes, financement, etc.). En plus de l'assemblée générale, la Clinique organise régulièrement des rencontres permettant aux membres de s'informer et de débattre de certains enjeux et orientations liés à la Clinique et à la société en général. Au cours des années 70, l'action politique occupe toujours une place importante et la Clinique tient plus que jamais un discours puisé dans la grille d'analyse de la gauche québécoise plus radicale.

En avril 1973, la Clinique déménage rue Cartier, un secteur plus défavorisé du Plateau. Au fil des ans, le nombre d'employés s'accroît : des médecins, un dentiste et des psychologues qui permettent de développer des services psychologiques accessibles. Même si les coûts de fonctionnement augmentent, la Clinique tient bon grâce aux revenus générés par les médecins. En effet, depuis 1971, les médecins du Québec sont payés à l'acte par le gouvernement; les médecins de la Clinique redonnent tous leurs revenus de l'assurance maladie à celle-ci pour financer les services.

En 1978, Centraide coupe la subvention de la Clinique qui fait alors face à d'importants déficits. Le coût des médicaments et des services dentaires ne cesse d'augmenter. Pour sa survie, elle doit être subventionnée. Elle organise une campagne de presse et un piquetage devant les bureaux

du ministère des Affaires sociales. La fête annuelle de la Clinique, l'une des grandes fêtes populaires à Montréal, sert aussi à passer le message d'urgence. Cette mobilisation ne suffira pas, car les réalités politiques et sociales changent. Les groupes politiques de gauche se désintègrent et l'esprit de militantisme des employés s'effrite petit à petit. En 1983, le Ministère annonce l'implantation d'un CLSC dans le Plateau. La Clinique tente de négocier un statut particulier pour ce futur CLSC, mais il est hors de question pour le Ministère d'avoir « une 2e clinique Pointe-Saint-Charles » dans son réseau.

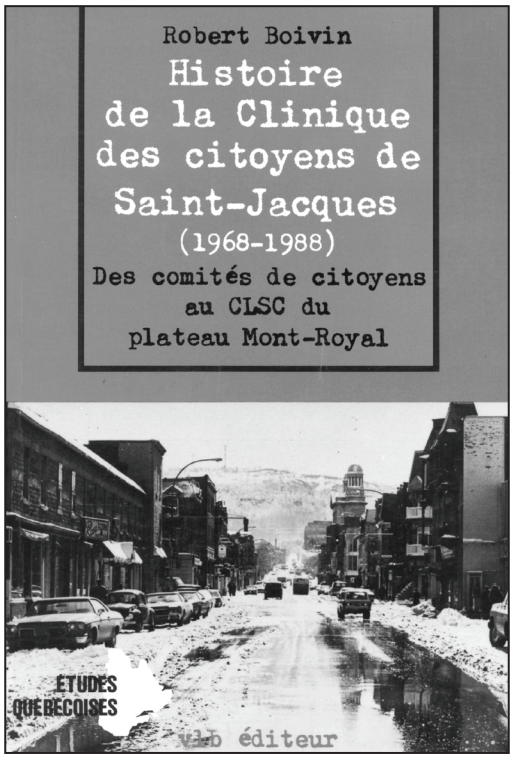
En mars 1986, la Clinique s'intègre au CLSC du Plateau-Mont-Royal. Elle était tout près d'ouvrir son vingt millièmes dossier depuis sa fondation. En fait, les employés de la Clinique sont intégrés pas les services; il n'y aura pas de service de dentisterie ni de médicaments gratuits. C'est ainsi que l'histoire se termine. Avec le recul, je dirais qu'elle ne se termine pas tout à fait là car, à ses débuts, le CLSC du Plateau prendra une certaine couleur communautaire provenant, entre autres, de la Clinique des citoyens de Saint-Jacques.



Affiche de la Clinique au 4510 de la rue Cartier. **Source : Fonds de la Clinique des citoyens Saint-Jacques - UQAM.**



Affiche pour un spectacle bénéfice. On notera le nom de Paul Piché comme invité. Source : **Tirée du livre de Robert Boivin, Histoire de la Clinique des citoyens de Saint-Jacques.**



Livre racontant la riche aventure de la Clinique des citoyens de Saint-Jacques. Entièrement basé sur les archives de la Clinique après sa fermeture.

Note. – 1. *Histoire de la Clinique des citoyens de Saint-Jacques, des comités de citoyens au CLSC du Plateau Mont-Royal*. Écrit par Robert Boivin et publié chez VLB Éditeur en 1988, (ISBN 2-89005-330-X).

La Maison d'Aurore



Mathieu Roy, étudiant au doctorat et membre étudiant du Laboratoire d'histoire et de patrimoine de l'UQAM

NDLR. – *Une entrevue avec **Lorraine Decelles, coordonnatrice de la Maison d'Aurore** de 1984 à 2015, réalisée par Mathieu Roy et condensée par Huguette Loubert.*

MR – Qu'est-ce qui vous a poussée à vous engager socialement?

LD – Comme j'ai une formation en travail social et en gérontologie, il était très important pour moi de travailler directement avec les gens et l'organisation communautaire me le permettait; j'ai ainsi travaillé à la Maison d'Aurore de 1984 à 2015. J'ai d'abord occupé un poste d'animatrice pour le Réseau des aînés dont l'objectif était de briser leur isolement, de développer l'entraide, de partager les connaissances des uns et des autres. J'ai aussi, avec d'autres, créé l'Aide aux foyers du Plateau-Mont-Royal pour offrir des services à domicile.

MR – Pouvez-vous nous faire un bref historique de la Maison d'Aurore?

LD – La Maison d'Aurore est née en 1974 dans la paroisse Saint-Denis. Un étudiant en théologie, Marcel Viau, et deux acolytes, Jean Lafleur et Hélène Lecours, ont imaginé un lieu de rencontre pour prendre un café et jaser. La Maison d'Aurore est ensuite devenue un moteur de transformation sociale.



Les fondateurs ont d'abord mis sur pied le projet *Nid d'amis,* un camp de vacances pour les familles. Nous avons lutté ensuite contre une hausse faramineuse du prix de l'huile à chauffage. Il y avait encore les petits barils d'huile dans les hangars; la Maison d'Aurore a regroupé les gens pour des achats collectifs. Pendant une dizaine d'années, la banque d'huile comptait 250 membres; elle a pris fin quand les gens ont chauffé à l'électricité. Le problème du coût des loyers existait aussi à l'époque. Au début des années 80, le coût avait beaucoup augmenté et les formulaires du programme *Logirente* qui subventionnait le loyer des aînés étaient compliqués à remplir; les gens abandonnaient et nous les avons aidés.

MR – Au début, vous aviez des problèmes à trouver un endroit où loger?

LD – Les premières rencontres ont eu lieu au sous-sol de l'église Saint-Denis. Comme les gens voulaient un endroit en dehors de l'église, Aurore Saint-Laurent a prêté un local derrière son dépanneur, sur la rue Rivard. Son nom est resté! C'était une petite maison avec des planchers tout croches, froide en hiver. La Maison d'Aurore a ensuite déménagé rue Christophe-Colomb où l'on a commencé à faire des repas communautaires en cuisinant chez une voisine! À partir de 1985, La Maison a mis sur pied des cuisines collectives; pour réduire le coût de l'épicerie, nous pouvions cuisiner en groupe, les Ateliers d'éducation populaire nous ayant prêté des locaux.

MR – Combien d'ateliers de cuisine y avait-il et d'autres groupes existaient-ils?

LD – Il y avait cinq ateliers qui se réunissaient une fois par mois. Nous avions de 25 à 30 personnes qui cuisinaient au moins cinq recettes, qui ont appris à faire des achats avec les spéciaux et à négocier des achats en gros.

Lors des cuisines collectives parents-enfants, nous avons compris que les enfants avaient besoin d'aide aux devoirs : nous avons alors créé le Château d'Aurore. Nous avons commencé avec cinq enfants et fait des ententes avec les écoles du quartier. Nous avons ensuite accompagné 45 enfants sur deux sites, quatre soirs par semaine avec un bénévole par enfant. C'était extraordinaire et ça fonctionne encore avec trois écoles du quartier! Il y a eu aussi les camps familiaux d'été qui durent encore. Par ailleurs, nous avons fait une expérience avec les jeunes du secondaire de l'école Jeanne-Mance et les aînés de la Maison d'Aurore; ils ont cuisiné ensemble, partagé des

repas communautaires et des connaissances en informatique! Ils se réunissent encore.

Dans les années 80, il y a eu un moment plus difficile avec la désinstitutionalisation. La Maison d'Aurore invitait les gens laissés à eux-mêmes à venir prendre un café lors de portes-ouvertes. Ils sont venus en si grand nombre que le personnel perdait le contrôle. On a dû arrêter ce projet.

La Maison a été amenée à créer un autre groupe sensible à la vie communautaire du quartier : les Colombos du Plateau. Après quelques enquêtes, nous avions observé des problèmes importants comme les graffitis, la pollution de l'air, le bruit et les problèmes liés par la circulation. En 2005, le Comité circulation, avec une organisatrice, a milité pour l'apaisement de la circulation dans les quartiers et aux abords des écoles. L'Arrondissement était peu intéressé à la situation; nous l'avons « réveillé » avec notre propre plan de déplacement urbain (PDU Citoyen). Beaucoup nous ont suivi, dont Luc Ferrandez.

MR – Vous avez aussi souvent collaboré avec d'autres groupes?

LD – Dans les années 80, j'ai participé à la création de la Table Action Solidarité Grand Plateau où j'ai siégé pendant 18 ans; elle réunissait tous les groupes communautaires du quartier, dont la Maison d'Aurore. En apprenant que les Pères du Très-Saint-Sacrement voulaient quitter le Monastère, nous les avons rencontrés; ils ont accepté de céder leur bâtisse à une corporation qui regrouperait des organismes communautaires. La Table nous a permis plusieurs victoires importantes dont, avec le soutien du public, celle de la conservation du Carmel qu'un entrepreneur voulait transformer en condos. Nous avons fait, au cours des années, de nombreuses représentations au Conseil d'arrondissement pour le logement social, la sécurité alimentaire et la création d'espaces verts.

La Maison d'Aurore est également un lieu de fêtes! Nous avons organisé, entre autres, des fêtes de quartier dont celle de notre 25e anniversaire au parc Laurier avec 25 organismes du Plateau. Avec le déménagement au sous-sol de l'église Saint-Stanislas, sur le boulevard Saint-Joseph, nous bénéficions d'un loyer moins élevé et de plus d'espace pour recevoir les gens. Sur le terrain autour de l'église, un jardin collectif prend de l'ampleur à chaque année…



Assemblée du comité de la banque d'huile- 1985-
Photo : Archives de la Maison d'Aurore.



Pièce de théâtre à la Maison d'Aurore - 1997.
Photo : Archives de la Maison d'Aurore.



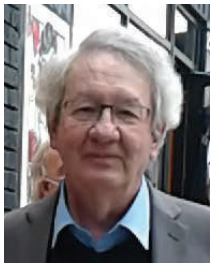
La table est toujours bien garnie à la Maison d'Aurore. Buffet de la fête de Noël – 1984. **Photo : Archives de la Maison d'Aurore.**



Le FRAPRU et le logement social

Mathieu Roy, étudiant au doctorat et membre étudiant du Laboratoire d'histoire et de patrimoine de l'UQAM

NDLR. – *Une entrevue avec* ***François Saillant, coordonnateur de 1979 à 2016 au Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU)****, réalisée par Mathieu Roy, et condensée par Huguette Loubert.*



J'ai commencé, comme plusieurs, à militer à Québec avec les grèves étudiantes. Quand j'ai commencé à faire de la vidéo militante, une des luttes importantes était le logement, à cause des démolitions massives de plusieurs centaines de logements.

J'ai été embauché comme coordonnateur pour le Regroupement autour du colloque P.A.C. (programmes d'amélioration des quartiers), devenu par la suite le FRAPRU en 1979. Le colloque P.A.C., terminé en 1978, soutenait les rénovations mais les gens à faibles revenus ne pouvaient plus se loger. Sept groupes de défense se sont formés au Québec, dont un à Montréal, où j'ai déménagé en 1979, gardant mon emploi au FRAPRU.

Nous avons fait une campagne de sensibilisation dans les journaux de quartier, dont *Liaison Saint-Louis*, et avec le théâtre À *l'ouvrage*. En 1981, le logement social est devenu la priorité des luttes, comme aux usines Angus, rue Champagne (rue du téléroman *Rue des Pignons*) et rue de l'Esplanade; j'y ai fait du piquetage. C'était organisé par le Comité logement Saint-Louis, très actif à cette époque pour le gel des loyers, une démarche parallèle au FRAPRU.

Des interventions ont été faites au provincial, mais d'abord dans les quartiers, comme celle sur le moratoire fédéral (1975) sur la conversion de logements locatifs en copropriété. Ce fut efficace dans l'ouest de la ville pour les blocs de logements, mais pas dans le Plateau avec ses duplex et ses triplex, où l'on n'empêchait pas ces conversions. Nous voulions que le moratoire s'étende à une interdiction permanente de convertir des logements locatifs en copropriété. La campagne *Mon logement n'est pas à vendre* était surtout concentrée sur le Plateau. Lors d'une audience publique à Montréal avec un ministre provincial qui haïssait les groupes communautaires et le FRAPRU en particulier, la délégation du FRAPPRU et du Comité logement Saint-Louis a brandi ses cartons protestataires et a présenté une pétition de 10 000 noms…

En 1986, le fédéral a réaménagé les programmes; le logement social était désormais réservé aux plus pauvres. Avant, les coopératives d'habitation permettaient une multiplicité de revenus. Les nouvelles ententes fédérales-provinciales ne le permettaient plus. Le nombre de logements sociaux a chuté et, à partir de 1990, les budgets ont été réduits jusqu'à cesser en 1994.

Le FRAPRU a organisé un grand rassemblement en 1997. Mais comme le programme était fédéral, il aurait fallu faire la bataille dans les autres provinces, pas seulement au Québec où le gouvernement se contentait d'administrer les programmes d'Ottawa.

Le FRAPRU continue son action; il est actuellement composé de 160 groupes participants ou associés qui soutiennent ses actions.



Présentation de la pétition de 10 000 noms par le FRAPPRU et le Comité logement Saint-Louis lors d'une audience publique. **Collection François Saillant.**

Les Ateliers d'éducation populaire du Plateau, un ancrage dans le milieu depuis près de 50 ans

France Thouin, directrice adjointe aux Ateliers d'éducation populaire du Plateau

Les Ateliers d'éducation populaire de Mercier sont, à la base, un projet initié par des gens des quartiers Saint-Louis et Mile-End dans un contexte de luttes et d'effervescence sociales. Il avait pour objectif de répondre à des besoins exprimés par la population sur des sujets tels que l'éducation, l'information, les loisirs, le logement, la santé et le travail.

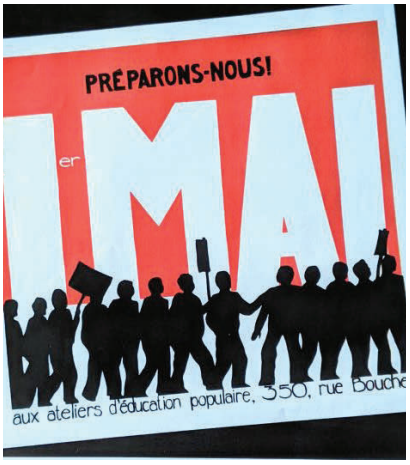
Le 23 novembre 1973, les Ateliers sont incorporés. Dans la mouvance d'alors, on souhaite valoriser le citoyen, miser sur son potentiel, sensibiliser les gens aux questions politiques, économiques et sociales pour qu'ils prennent en main leur développement et celui du milieu.

Les activités sont multiples : journal, halte-garderie, café-rencontres, cours d'art, de couture, de céramique, cliniques d'impôt, ateliers d'informatique, conférences sur l'histoire, etc.; ce sont autant d'activités réalisées dans un cadre collectif et qui servent de prétexte pour rassembler les gens, leur faire prendre conscience des enjeux qui les touchent et les amener à se mobiliser pour viser une transformation sociale. Au fil des années, ce sont des milliers de personnes du quartier qui se sont impliquées dans leur milieu de vie.

Ses adresses et ses batailles

Au début du projet, l'organisme s'installe au 450 rue Rachel, là où se trouve aujourd'hui le parc de la Bolduc. En 1973, la Commission des écoles catholiques de Montréal (CECM) permet aux Ateliers d'occuper l'école Sainte-Agnès, située au 350 rue Boucher.

La reconnaissance des Ateliers en 1973 par la CECM, comme centre d'éducation populaire, représente un soutien majeur et ouvre la porte à du financement qui cessera cependant dans les années 80. Une série de batailles suivront pour l'octroi d'espace et l'assurance d'obtenir le financement nécessaire. En septembre 1986, les Ateliers déménagent pour les dix années suivantes dans l'ancienne École supérieure Saint-Stanislas, au 1200 rue Laurier Est. L'école ferme ses portes et c'est à l'école Sainte-Eulalie, située au 4273 rue Drolet, que les Ateliers sont relocalisés par la CECM. L'organisme y est encore aujourd'hui sous le nom « Les Ateliers populaires du Plateau » et partage une partie de l'immeuble avec le Centre Saint-Louis, un centre de francisation de la CECM. Une décision qui a contraint différents organismes communautaires à quitter les lieux.



Au fil de ses nombreuses années d'existence, les Ateliers d'éducation populaire vivent une constante : lutter pour se maintenir face à des menaces de perte de financement et face à la reprise des lieux occupés. À preuve, à l'été 2022, le Centre des services scolaires de Montréal (le CSDM qui a remplacé la CECM) exigera des Ateliers le paiement d'un loyer plus élevé que l'organisme ne pourra pas honorer, faute de financement le permettant…



Les Ateliers d'Éducation populaires soutiennent le Comité logement Saint-Louis lors d'une manifestation pour le logement social sur la rue de l'Esplanade. 1977.
Photo : Collection Bernard Vallée.

Témoignage

La coopérative d'habitation Arche de Noé, une histoire de plus de 40 ans

Louise Boisclair, membre de la coopérative depuis février 1980

Lorsque Huguette Loubert m'invite à écrire, pour le *Bulletin de la Société*, un texte sur la Coopérative d'habitation Arche de Noé, un déluge de souvenirs remontent à la surface. L'histoire des fondateurs, les 3000 heures de corvée durant le recyclage (1979-1980), l'euphorie de l'arrivée dans les logements, puis quatre décennies de mandats et de tâches, de corvées et de fêtes, et autres grands travaux. Depuis 1980, les membres entretiennent, réparent et gèrent 22 logements, occupés par 2 personnes en fauteuil roulant, 12 personnes seules et 8 familles.

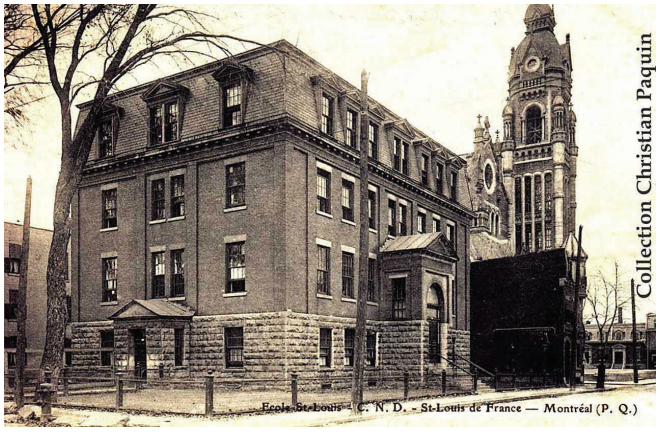
Bref historique

Désireux de revenir vivre dans leur quartier sans débourser une fortune, en novembre 1977, Christiane Galipeault (décédée) et Jean-Marie Drot découvrent l'ancien pavillon Lomer-Gouin du cégep du Vieux-Montréal (*alias* Académie Saint-Louis de France, 1892, et Séminaire Marie-Médiatrice, 1952), sis aux 157-161 rue Roy Est et sur le point d'être mis aux enchères. Le 26 février 1978, le ministère des Consommateurs, des Coopératives et des Associations financières du Québec approuve la Déclaration d'association de la Coopérative d'habitation Arche de Noé appuyée par douze signataires; l'assemblée de fondation se tiendra en septembre 1978. Après de longues négociations auprès du ministère des Travaux publics, en novembre de la même année, les immeubles mitoyens se voient transférés à la Société d'habitation du Québec (SHQ), qui les loue d'abord, puis les vend à la coopérative en 1982. L'occupation des lieux débute le 20 mai 1980, la journée du premier référendum!

Des décennies bien remplies

Membre depuis février 1980, j'emménage le 23 juin dans mon appartement. Au tout début, le Conseil d'administration de la Coopérative d'habitation Arche de Noé se réunit aux deux semaines et l'Assemblée générale se tient chaque mois. Comme présidente du conseil d'administration, tout est à inventer ou presque. En plus de rédiger un texte de régie interne, d'organiser les comités, de recruter et sélectionner de nouveaux membres, il faut répondre aux exigences de la Société d'habitation du Québec (SHQ) et de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL). À l'externe, nous participons au regroupement des coopératives, lequel précède la Fédération des coopératives d'habitation intermunicipale du Montréal métropolitain (FÉCHIM), à *Bulletin-Coop* et à l'Association juridique communautaire de Pointe-Saint-Charles. Au fil du temps, les membres vivront, entre autres, le remplacement des 180 fenêtres en 1991, l'aménagement des cours avant et arrière en 1996, la rénovation des salles de bain en 2012 et celle des cuisines en 2017-2018.

Bien que la vie coopérative soit exigeante, elle comporte de nombreux avantages : un logement spacieux moins cher grâce aux programmes gouvernementaux, l'accès à une cour arrière et aux transports en commun, le voisinage et une vie de quartier. En contrepartie, le ou la membre doit honorer sa part sociale, participer aux assemblées générales et aux corvées saisonnières d'embellissement, exécuter une tâche d'environ 6 heures par mois et pelleter, le tout inscrit dans un *Cahier des membres*. Bref, vivre en coopérative d'habitation, c'est porter trois chapeaux : entrepreneur, membre et voisin.



Académie Saint-Louis-de-France en 1908, voisine de l'église somptueuse du quartier. La coopérative d'habitation occupe cette ancienne école et l'aile adjacente qui a été ajoutée en 1952 à l'ouest de l'édifice. **Source : Carte postale de la collection de Christian Paquin.**



Du cœur à l'ouvrage : Jean-Marie Drot, l'un des membres fondateurs de la coopérative vers 1979. **Photo : Coopérative Arche de Noé.**



LES 50 ANS DES GARDERIES POPULAIRES

Huguette Loubert
Présidente de la SHP

NDLR.– *Entrevue réalisée le 7 novembre 2021 avec Yves Rochon, qui a travaillé pendant 10 ans* à la garderie la Sourithèque et *a été représentant syndical pour l'Association des garderies du Québec.*

HL.– Quand les garderies ont-elles été créées?

YR.– En 1971, une trentaine de garderies populaires ont été mises sur pied à Montréal, avec le soutien de projets d'initiatives locales (PIL). Sur le Plateau, trois sont installées dans des écoles désaffectées de la CECM, et louées à bas prix : Soleil du quartier, Saint-Louis, Lafontaine, sans oublier la Sourithèque, au sud du Plateau. Elles existent toujours!

HL.– En quoi ces garderies étaient-elles différentes des garderies privées?

YR.– Elles étaient à but non lucratif et situées dans des quartiers pauvres. Les parents participaient à la direction, aux prises de décision, à l'élaboration des programmes et des critères d'admission, au budget, à l'embauche du personnel et à l'entretien.

HL.– Et le financement?

YR.– Les projets PIL ne duraient que 6 mois; en décembre 1972, le financement cesse et la lutte pour survivre devient continuelle. Un comité de liaison est mis sur pied avec l'aide des responsables des PIL : les premières manifestations organisées avec l'occupation des bureaux du ministère des Affaires sociales. Les médias étaient sympathiques à la cause et Bourassa a accepté de donner des subventions.

HL.– Qu'est-il arrivé ensuite?

YR.– Le comité de liaison est devenu permanent et a publié un journal, *Le Bulletin,* avec l'objectif d'établir un système de garderies universel. En novembre 1973, les subventions sont réduites et plusieurs garderies ferment leur porte. En décembre, il y a eu une série de manifestations et une rencontre bipartite, mais les recommandations ont été refusées par le Ministère.

En 1974, le plan Bacon propose un programme qui tient plus de l'aide sociale aux parents. Les garderies ne reçoivent plus de subventions directes et doivent augmenter la contribution des parents. En juin 1975, plusieurs sont menacées de fermeture. En 1976, le PQ est élu avec la promesse de créer un réseau de services de garde accessibles et gratuits. Trois ans plus tard, le ministre des Affaires sociales, Denis Lazure accordera les premières subventions directes aux garderies.

HL.– Il y a aussi eu la lutte pour le coût des loyers et les salaires…

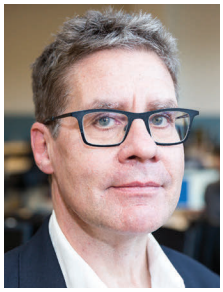
YR.– Au début, la CECM louait à court terme, à des coûts très bas. Par la suite, les loyers ont augmenté et les garderies ne pouvaient plus assumer les coûts. En 1977-1978, SOS-Garderies a organisé des grèves et réclamé la gratuité des loyers. Le gouvernement n'a offert que le minimum des subventions et les garderies étaient encore en déficit. La lutte continuera en 1982.

De 1988 à 1995, une longue bataille a lieu pour l'amélioration des salaires, le gouvernement offrant plutôt des avantages sociaux; une augmentation de 35 % a finalement rendu le personnel plus stable. Ce n'est qu'en 1997 que Pauline Marois annoncera la création du réseau des CPE à 5 $ par jour.

C'est le dynamisme des parents du Plateau, de Pointe-Saint-Charles et de Gatineau qui a le plus aidé à l'implantation des garderies au Québec.



La garderie La Sourithèque et ses éducateurs/trices alors en nombre paritaire. Vers 1980. **Photo : Collection Yves Rochon.**



Le Mile End des années 60 et un prêtre-militant : Hubert Falardeau

Yves Desjardins
Membre de Mémoire du Mile End

Quelques jours avant Noël, en décembre 1965, un nouveau vicaire est affecté à la paroisse Saint-Enfant-Jésus du Mile End. Dès son arrivée, le curé confie une mission à Hubert Falardeau : distribuer 140 paniers de provisions, fournis par la Société Saint-Vincent-de-Paul, aux paroissiens indigents. Le porte-à-porte lui fait découvrir un quartier à l'abandon : « Il aurait fallu, dit-il, des milliers de paniers du genre pour soulager la misère qui s'offrait à mes yeux. Jamais je n'avais vu autant de pauvres, autant de difficultés familiales, autant de problèmes. »[1] Inspiré par les prêtres-ouvriers, Falardeau décide alors que l'Église doit sortir de son rôle traditionnel. Il dira plus tard : « La solution n'est pas dans le panier de Noël qui [donne] bonne conscience, ni même dans le dépannage temporaire toujours à recommencer. Quand il n'y a plus personne dans les églises, il est temps de retrousser ses manches et de descendre dans la rue. »[2]

Le 27 avril suivant, Falardeau convoque une assemblée d'organisation au sous-sol de l'église : une centaine de personnes y assistent. On crée alors SOS Mile-End afin de revendiquer une amélioration des conditions de vie dans le quartier. L'organisme tient des réunions mensuelles qui attirent jusqu'à 250 résidents. On y dénonce les écoles insalubres, l'absence de terrains de jeux, et on réclame que la ville nettoie les nombreux terrains vagues transformés en dépotoirs sauvages. Hubert Falardeau convie les journalistes à des visites guidées; l'un d'eux brosse ce portrait saisissant d'un des terrains vagues, rue Maguire :

> « On y respire des microbes à plein nez. L'air environnant est pollué. Des cadavres de chats et de chiens y pourrissent. La vermine y a dressé ses terriers. Ces terrains abandonnés sont pris d'assaut par les enfants. On risque de se blesser dans les vieilles carcasses d'automobiles abandonnées. On y fait brûler des déchets. Des odeurs nauséabondes remplissent le quartier. »[3]

Hubert Falardeau multiplie également les coups d'éclat pour attirer l'attention des autorités et des médias : manifestation devant le ministère des Affaires sociales, création d'un syndicat « social » pour les chômeurs et les assistés sociaux, lancement d'un projet de clinique et de pharmacie coopérative, etc. Ce militantisme débridé suscite cependant des réactions négatives : des animateurs sociaux et des militants de comités de citoyens des quartiers environnants lui reprochent de « parler au nom du Mile End sans en être mandaté » et de « cultiver un culte de la personnalité […] plutôt que de recruter les leaders naturels de sa communauté[4] ».

Mais le militantisme d'Hubert Falardeau le met surtout en opposition avec sa hiérarchie. Dépassé par les événements, le curé de Saint-Enfant-Jésus obtient, en août 1967, que son turbulent vicaire soit muté dans une autre paroisse[5]. La nouvelle suscite une levée de boucliers et plusieurs centaines de citoyens signent une pétition s'opposant à son départ. Devant cela, l'archevêché temporise et crée un comité pour étudier la situation, ce qui provoque la démission du curé[6]. En attendant d'être fixé sur son sort, Hubert Falardeau poursuit son militantisme : le 5 juin 1968, lors d'une conférence de presse tenue en plein air dans la petite rue Demers, il annonce qu'il sera candidat indépendant aux élections fédérales du 25 juin suivant. Le conflit avec l'archevêché devient ouvert et Falardeau est mis en congé sans solde. On lui interdit d'utiliser le titre de prêtre ou ses habits sacerdotaux pendant la campagne électorale.

La campagne du « candidat des pauvres » reçoit une abondante une couverture médiatique. Des journaux écrivent même que le député libéral sortant est en sérieuses difficultés. Celui-ci est finalement réélu avec

9961 votes, tandis qu'Hubert Falardeau arrive bon deuxième, avec 4297 voix. Cette campagne est cependant sans lendemain. Falardeau quittera la prêtrise peu de temps après et s'exilera à Vancouver. Il faudra attendre les années 1980 pour qu'une nouvelle génération lance un autre Comité de citoyens du Mile End.

Lors de son séjour au presbytère du Mile End, l'abbé Falardeau a attiré plusieurs jeunes militants, membres de l'Action sociale étudiante, venus soutenir son action. Quatre étudiants en architecture, notamment, ont lancé un projet pour convaincre les résidents de la rue Demers de rénover leurs logements. Il en est résulté un documentaire, *Les fleurs, c'est pour Rosemont*, qui peut être vu gratuitement en ligne sur le site de l'ONF.



Hubert Falardeau annonçant sa candidature aux élections fédérales, 5 juin 1968.
Photo de Jean-Yves Létourneau, BAnQ, Fonds La Presse, 06M_P833S2D1872_0004_1.

Notes. – **1.** Florian Bernard, « Un prêtre qui a changé l'allure d'un quartier », *La Presse*, 13 septembre 1967, p. 5. **2.** Jean-Claude Leclerc, « Que doit faire le prêtre : demeurer dans son quartier ou passer pour un notable? », *Le Devoir*, 14 décembre 1967, p. 3. **3.** Florian Bernard, « 300 000 Montréalais réclament une place au soleil », *La Presse*, 25 mars 1967, p. 5. **4.** Jean-Claude Leclerc, « Des comités de citoyens contestent la tutelle de l'abbé Falardeau », *Le Devoir*, 8 novembre 1967, p. 2; Claude Masson, « Le projet de l'abbé Falardeau fortement ébranlé », *La Presse,* 7 novembre 1967, p. 3. **5.** Jean-Claude Leclerc, « Pionnier de la lutte à la pauvreté, le vicaire Falardeau serait permuté », *Le Devoir*, 24 août 1967, p. 3. **6.** « Un comité étudiera l'affaire Falardeau », *La Presse*, 14 septembre 1967, p. 3.

Rue Demers, ...« ruelle » Demers, s'approprier un milieu de vie!

Petit bout de rue entre Hôtel-de-Ville et Henri-Julien, au sud de Saint-Joseph, la rue Demers accueille plusieurs petites maisons dont plusieurs sont centenaires. Cette trame de rue vraiment hors norme est le fruit d'un lotissement réalisé par son propriétaire, Charles Corbeil, aux environs de 1870. L'étude de l'atlas d'assurance Goad de 1892 nous indique que les petites maisons de bois, que l'on voit à droite de la photo, sont déjà construites. En l'absence de subdivisions du lot, cela indique qu'il est probable que la famille Corbeil louait ces logis. Nous sommes ici dans le village de Saint-Louis-du-Mile-End.



Photo : Gilles Beaudry



LE CENTRE DE SERVICES COMMUNAUTAIRES DU MONASTÈRE (CSCM)

Huguette Loubert
Présidente de la SHP

LA FONDATION DU CENTRE

Le Centre de services communautaires du Monastère (CSCM) a été fondé à la suite de l'intervention de la Table de concertation d'Action Solidarité Grand Plateau (ASGP) auprès des Pères du Saint-Sacrement qui songeaient à quitter le monastère. L'ASGP, fondé en décembre 1994, réunissait les organismes communautaires des quartiers Saint-Louis, Mile-End et Plateau-Mont-Royal. L'année suivante, les Pères acceptent de céder l'édifice afin de créer un centre de services communautaires. Les lettres patentes sont datées du 16 septembre 1997.

Elles spécifient que la mission du Centre de services communautaires du Monastère (CSCM) est de :

– *Rendre accessibles des services publics et communautaires destinés à la population du Plateau-Mont-Royal et des environs, notamment aux personnes défavorisées.*

– *Établir et administrer un centre de services à la communauté dans le Plateau-Mont-Royal, dans un souci de respect et de mise en valeur du caractère patrimonial de ce quartier.*



Le Centre de services communautaires du Monastère.
Photo : Google Street View.

En décembre 1998, les Pères et le CSCM concluent un protocole de donation de la propriété du monastère, comprenant les immeubles et le terrain de stationnement, à la corporation du Centre. On entreprend d'importants travaux de rénovation évalués à 1,5 M $ subventionnés par les deux paliers de gouvernement; l'inauguration officielle a lieu le 8 novembre 1999. Les 13 premiers organismes locataires s'installent dans 27 000 pi^2, tandis que les Pères occupent 16 000 pi^2 aux étages supérieurs. Une entente avec le Comité Logement du Plateau permet à Pierre Marquis d'assumer, à temps partiel, la direction générale pendant quelques mois. Par la suite, il occupera ce poste jusqu'à sa retraite cette année.

Le stationnement est vendu à l'Arrondissement du Plateau-Mont-Royal en 2017. Les Pères quittent le 4^e étage en 2015 et les 5^e et 6^e en 2018, ce qui permettra des travaux importants aux derniers étages. Le Centre compte actuellement 15 locataires dont le Centre de documentation et d'archives de la Société d'histoire du Plateau-Mont-Royal, depuis dix ans.

Parmi les premiers arrivés, nous vous présentons six organismes qui sont toujours locataires. Les voici: Projet changement, Comité Logement du Plateau Mont-Royal, Resto Plateau, Plumeau Chiffon et Cie, L'Hirondelle et la CDC Action Solidarité Grand Plateau.

PROJET CHANGEMENT

Dans les années 1970, bien des personnes âgées sont prises en charge par les œuvres de charité et les communautés religieuses. À l'été 1971, une quinzaine d'étudiants de McGill, avec en tête Terry Kaufman, se mobilisent pour aider les aînés du centre-ville. Ils fondent Projet Changement et occupent une grande salle de l'University Settlement, au 3653 rue Saint-Urbain; ils sont soutenus par un projet d'initiative locale (PIL). L'organisme est composé de bénévoles et de professionnels ayant un côté marginal, qui offrent des services gratuits aux retraités; ils mettent de l'avant l'idée révolutionnaire que les aînés doivent s'aider eux-mêmes, se rassembler pour combattre la solitude, tout en donnant un peu d'eux-mêmes. L'organisme offre des repas communautaires à

25 cents. À l'automne 1973, faute de financement, Projet Changement est menacé de disparition; à la suite d'une pétition, il survit. En septembre 1974, l'organisme s'incorpore et huit postes d'employés sont ouverts. Les repas sont offerts du lundi au vendredi.

En 1976, le CLSC Saint-Louis-du-Parc est créé. Projet Changement devient sous-contractant du CLSC, ce qui stabilise ses finances; en 1978, le CLSC décide de mettre un terme à l'accord. L'organisme résiste. Un travailleur social du CLSC, Daniel Faguy, devient animateur des activités et des services, puis directeur lorsque Terry Kaufman quitte en 1980. Dix membres du personnel sont intégrés au CLSC, quatre personnes demeurent en poste.

L'organisme négocie une nouvelle entente de services. Il sera le seul au Québec à survivre à l'arrivée des CLSC. L'incertitude financière plane encore et c'est un défi quotidien de garder une bonne entente entre les bénévoles et le personnel. Fin décembre 1985, on aménage temporairement au 4652 rue Jeanne-Mance. Les repas et les activités ont lieu au sous-sol du CLSC. En août 1986, les Pères du Saint-Sacrement acceptent de loger l'organisme au sous-sol du monastère. Il faut trouver du financement pour le loyer plus élevé et les travaux d'aménagement; en attendant, il loge aux Ateliers d'éducation populaire, rue Laurier Est.



Jour de fête chez Projet Changement dans la cour du Centre de services communautaires, vers l'an 2000. À noter, la passerelle qui reliait encore le Centre et l'église et qui a été incendiée depuis.
Photo : Projet Changement.

L'organisme déménage en janvier 1988 et les cuistots en avril. L'administration revoit le financement, le maintien de certaines activités, ainsi que le mode de fonctionnement qui provoque des frictions entre les bénévoles et le personnel. Au début de 1991, nouvelle restructuration. En collaboration avec le CLSC Saint-Louis-du-Parc, l'organisme met sur pied la *Petite Marmite, popote volante*, qui offre plus de 15 000 repas par année.

En 1994, Odette Viens, avec le soutien de Centraide, forme une nouvelle équipe qui parvient à doter Projet Changement d'une vision qui inspire toujours l'équipe. En 1999, l'organisme quitte le sous-sol pour le rez-de-chaussée, met sur pied le Café des Aînés et fait une entente avec Resto-Plateau pour la cuisine. Il devient le lieu central de la vie communautaire et son fonctionnement est assumé entièrement par des bénévoles.

COMITÉ LOGEMENT DU PLATEAU

Ce comité a assuré la continuité de l'action du Comité Logement Saint-Louis. Son historique se retrouve dans l'article de Bernard Vallée, en page 10 de ce bulletin. Dans les années qui suivront, l'organisme luttera contre le développement effréné des restaurants et bars sur l'avenue Mont-Royal, s'impliquera dans l'aménagement des terrains qui longent la voie ferrée et des dossiers concernant entre autres les hausses de loyer et les reprises de logement, la conversion en condo, l'hébergement touristique de type Airbnb…

RESTO PLATEAU

Resto Plateau s'incorpore en janvier 1992, en tant qu'organisme sans but lucratif, pour créer un restaurant populaire, ressource inexistante dans le quartier, et pour développer la possibilité d'emploi des jeunes. Les statistiques de 1986 révèlent un haut taux de chômage chez les jeunes de 15 à 24 ans, dans l'arrondissement Centre-Sud/Plateau-Mont-Royal.

En 1991, le Centre d'innovation en développement économique local (CIDEL) présente à la Table de concertation du quartier un projet de restaurant populaire pour contrer le problème de la faim dans le quartier. Deux CLSC et le Carrefour Justice et Foi se joignent au CIDEL.

En janvier 1992, le Resto Plateau s'incorpore et un conseil d'administration est formé de représentants des quatre organismes. Deux mois plus tard, avec une subvention de fond de tiroir, une expérience pilote est lancée dans les locaux des Ateliers d'éducation populaire. Grâce à une subvention du Fonds d'adaptation de la main d'œuvre, huit jeunes sont formés comme aides-cuisiniers.

En septembre, grâce à un prêt de l'Association communautaire d'emprunt de Montréal, l'appui du député Gérald Godin et le soutien du milieu, Resto Plateau déménage au sous-sol de l'église Saint-Denis et reçoit ses premiers clients le midi. Une grande fête populaire est organisée le 2 décembre pour en célébrer l'ouverture officielle.

En mai 1993, Chantal Aznavourian est engagée comme directrice du Resto Plateau.

Les deux grandes difficultés ont été le financement à court terme et la recherche de locaux appropriés à prix raisonnable. Les employés sont engagés le temps d'un financement. L'effectif se composait de 11 employés et de 35 postes d'insertion. L'organisme déménage au Centre de services communautaires du Monastère en 1999.

Depuis, il a diversifié ses activités. En plus du resto communautaire et de l'insertion professionnelle, il a ajouté un service de traiteur et l'action communautaire.

PLUMEAU CHIFFON ET CIE

En 1993, l'organisme Service Jeunesse Saint-Louis qui offrait des services d'entretien ménager à domicile, principalement aux aînés, ferme ses portes. Une concertation prend place entre le CDEC et les trois CLSC du Plateau. En octobre 1995, le comité promoteur est mandaté par les organismes du milieu pour créer une corporation sans but lucratif ayant une double mission : l'entretien domestique et la création d'emplois incluant l'insertion.



Insertion professionnelle au service. 2003.
Collection Resto-Plateau.



Insertion professionnelle, brigade 2003.
Photo : Collection Resto-Plateau



La belle équipe de l'an 2000! **Photo : Plumeau, Chiffon et Cie**

Les lettres patentes de Plumeau Chiffon et Cie datent du 1er mars 1996 et l'organisme s'installe au sous-sol d'un HLM de la rue Saint-André. L'embauche du personnel débute en août 1997. L'équipe est formée de huit personnes, deux à l'encadrement et six en formation sur le terrain. En septembre, les premières heures de service sont vendues.

Fin 1999, l'organisme déménage au Centre de services communautaires. Les bureaux occupent l'espace de l'ancienne bibliothèque du monastère sur deux étages; en 2016, d'autres espaces se sont ajoutés au 4e étage.

Le personnel actuel compte 9 employés à l'administration et, en 2019 avant la pandémie, 97 préposés, pour plus de 100 000 heures de services.

L'HIRONDELLE

À partir des années 60, des contingentements importants de réfugiés ont demandé asile et protection au Canada. L'organisme L'Hirondelle est fondé en 1979 et a pour mission de favoriser l'intégration des nouveaux arrivants (accueil et établissement), ainsi que leur insertion en emploi; il veut aussi démontrer aux gens d'ici les avantages liés à la diversité des cultures. En les appuyant dans leurs premières démarches d'installation, l'organisme se veut une main tendue vers ces hommes et ces femmes qui sont venus ici dans l'espoir d'une vie meilleure, veut briser leur isolement et leur offrir des occasions d'échanges et de partages.

L'organisme compte depuis ses débuts sur une équipe diversifiée et multilingue, composée d'intervenants sociaux et de conseillers en emploi.

En 1987, *Amitié-Jumelage*, le premier programme de jumelage interculturel à Montréal est mis sur pied, ainsi qu'un programme de formation professionnelle en 1989 (tenue de caisse et services financiers) visant l'intégration des femmes immigrantes au marché du travail. Dès 1992, L'Hirondelle développe un programme permanent de formation et de soutien à l'insertion en emploi pour les immigrants.

En 1995, le *Service aux entreprises* permet d'arrimer les besoins des employeurs aux talents issus de l'immigration. En 2000, le programme *Soutien des professionnels en sciences infirmières* a permis d'accompagner 234 infirmiers et infirmières diplômés à l'étranger jusqu'à leur intégration.

L'organisme propose également des rencontres individuelles et des ateliers collectifs, et encourage les personnes immigrantes à participer à la vie culturelle montréalaise. Plus de 120 000 personnes ont frappé à sa porte et bénéficié de son soutien depuis plus de 40 ans.

CDC ACTION SOLIDARITÉ GRAND PLATEAU (MAINTENANT CDC CORPORATION DE DÉVELOPPEMENT COMMUNAUTAIRE PLATEAU-MONT-ROYAL)

La Corporation de développement communautaire Action Solidarité Grand Plateau a été fondée le 25 novembre 1994 par des organismes communautaires des quartiers Saint-Louis, Mile-End et Plateau-Mont-Royal. Son but est d'implanter un lieu permanent de concertation adapté aux besoins du Grand Plateau Mont-Royal dans le cadre d'une démarche collective des groupes communautaires.

La fondation de l'organisme a été précédée, en 1987, de réunions de la Table des intervenants du Plateau et du Mile-End et d'un colloque. En 1989 et 1990, Action Solidarité Grand Plateau a tenu six assemblées générales, un colloque sur le développement communautaire dans le Grand Plateau et mis sur pied un comité provisoire sur la santé en 1991-1992.

En prévision de la fondation officielle en 1994, un comité provisoire avait été formé de représentants de 11 organismes qui avaient d'abord procédé à l'embauche d'une coordonnatrice et à l'installation d'un secrétariat aux Ateliers d'éducation populaire Mercier. Il a supervisé le plan de travail et les échéanciers devant mener à l'assemblée de fondation et récupéré des dossiers actifs dans les quartiers pour les intégrer aux priorités du regroupement. À la demande du nouvel organisme, deux travailleurs communautaires des CLSC Plateau-Mont-Royal et Saint-Louis-du-Parc ont soutenu techniquement le regroupement.

CDC Action Solidarité Grand Plateau est officiellement fondé par 33 organismes, dont 14 ont investi la structure organisationnelle, en œuvrant à l'exécutif et à deux comités de travail.

Ses priorités, en 1995, sont d'assurer un suivi des travaux du bureau consultatif chargé de produire une stratégie de développement économique et communautaire de l'arrondissement, tout en étant attentif aux politiques municipales, provinciales et fédérales. L'organisme doit assurer, entre autres, le suivi concernant la recherche sur l'impact économique et social des groupes, qui peut constituer un outil majeur d'appui aux démarches pour la reconnaissance, l'autonomie et le financement des groupes.



Chronique du Centre de documentation et d'archives

Archives et ouvrages sur les groupes communautaires du Plateau (1970-2000)

Huguette Loubert,
Directrice du Centre de documentation et d'archives

Les archives acquises

Ce bulletin ne pouvait se réaliser sans une recherche poussée pour retracer et rencontrer les témoins et acteurs des différents organismes communautaires et coopératifs des années 1970 à 2000, qui se sont multipliés au cours de cette période d'évolution rapide de la société québécoise.

Cette recherche, soutenue par le Laboratoire d'histoire et de patrimoine de Montréal, a permis aux archives de la SHP de s'enrichir de témoignages, de documents inédits et de photos provenant de fonds privés. Certains documents ont été offerts à nos archives, d'autres prêtés pour en faire des copies. Ils seront disponibles dans quelques mois pour consultation. Toute notre reconnaissance aux généreux contributeurs. Nous espérons que leur exemple en inspire d'autres!

Voici une description préliminaire des documents recueillis.

Les journaux

Les journaux suivants ont été épluchés et les articles réunis en un dossier facile à consulter avec index : *Le Guide Mont-Royal* (riche collection), *La Presse*, *Liaison Saint-Louis* et *En lutte!*

Les entrevues dont les transcriptions sont accessibles

Gaston Michaud de la Coop des citoyens d'Olier, Bernard Vallée du Comité de logement Saint-Louis, André Lavallée qui témoigne de luttes sur le Plateau et dans Rosemont, François Saillant du FRAPRU, Lorraine Decelles de la Maison d'Aurore et Serge Lavoie de Projet Changement. Ces entrevues ont été réalisées au printemps 2021, par Mathieu Roy. Une dernière entrevue a été réalisée avec Yves Rochon sur les garderies populaires, par Huguette Loubert, en novembre 2021.

Documents divers et photos reçus

- *Fonds Gaston Michaud sur la coop Olier* **:** copies de plusieurs documents concernant la coop et correspondance récente avec Guy Laperrière.
- *Fonds Robert Sweeny sur la Coop Olier et les coops de Milton Parc:* divers documents originaux et correspondance récente avec Guy Laperrière.
- *Fonds Bernard Vallée* : divers documents, textes, affiches créées pour les manifestations, photos.
- *Dons de Yves Rochon* : copie de deux cahiers de coupures de presse de 1987 à 1995 sur les luttes pour les garderies populaires; un exemplaire de *L'Histoire des garderies au Québec entre 1968 et 1980*, par Ghislaine Desjardins et Éric Alsène, (Collection Études et recherches, Gouvernement du Québec, 1984) et une plaquette *Faire garder ses enfants au Québec-Toute une histoire*, par Ghislaine Desjardins (Gouvernement du Québec, 1984).
- *Dons de photographies du Plateau,* par les photographes Robert Charbonneau, André Chagnon et André Senécal : Photos sur le Monde à bicyclette, les garderies populaires, la Maison d'Aurore, Projet Changement, Resto Plateau et de la Saint-Jean.
- *Collections de photos* de Bernard Vallée, d'Yves Rochon, de François Saillant, de la Maison d'Aurore, de l'Arche de Noé, de Projet Changement, du Resto-Plateau.
- La plupart des photos qui illustrent ce bulletin proviennent de ces dons.

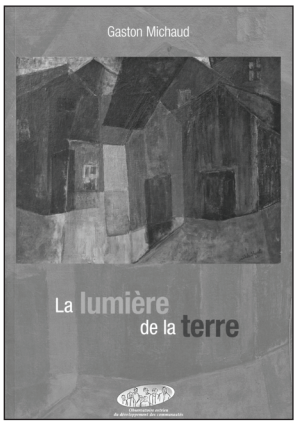


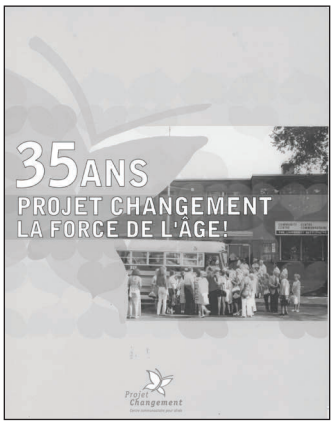
Aménagement d'une cour de garderie par des bénévoles. Années 80.
Photo : André Senécal.

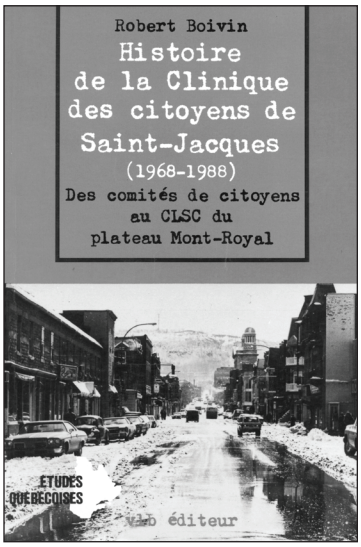
OUVRAGES À CONSULTER AU CENTRE SUR LES ORGANISMES COMMUNAUTAIRES

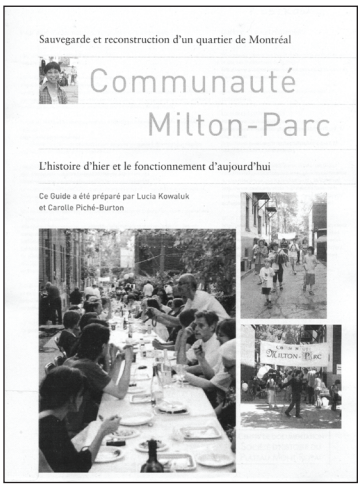
Si vous désirez en savoir davantage que ce bulletin vous offre, voici quelques ouvrages sur des organismes du Plateau, disponibles pour consultation au Centre de documentation.

- *La lumière de la terre***,** par Gaston Michaud. Un témoignage sur la fondation de la Coopérative des citoyens Olier.
- *35 ans, Projet changement, la force de l'âge*, par l'Organisme Projet Changement. Publication produite à l'occasion du 35e anniversaire de fondation de l'organisme. Un historique fort éloquent.
- *Histoire de la Clinique des citoyens Saint-Jacques, des Comités de citoyens au CLSC du Plateau Mont-Royal*, Montréal, Éditions VLB, 1988, par Robert Boivin. Une clinique des citoyens qui ne se voulait pas comme les autres. Une histoire inspirante.
- Journal *En Lutte!* Organe officiel du mouvement En lutte!, fondé par Charles Gagnon en 1972. Collection complète reliée du journal publié de 1973 à 1982, offerte par Robert Comeau. Le marxisme-léninisme s'impose aux militants comme guide d'une expérience nouvelle. Fronts communs, agitation-propagande et combat contre la bourgeoisie et les révisionnistes ont fait vibrer la jeunesse du temps.
- *Le monde va changer de base,* par Saint-Denis-Lisée. Mémoire qui a pour but d'approfondir la compréhension historique du militantisme marxiste-léniniste au Québec dans les années 1970. Son infiltration des groupes communautaires a causé, entre autres, des frictions à la Coopérative des citoyens Olier.
- *Communauté Milton Park – Sauvegarde et reconstruction d'un quartier de Montréal***,** par Lucia Kowaluk et Carolle Piché-Burton. Peut aussi être consulté en ligne : http://www.miltonparc.org/wp-content/uploads/2017/03/French.pdf
- *Milton Park – Housing ownership and community control*, par Christine Cousineau. *Master* au MIT à Boston.
- *The destruction of Milton-Park- You don't know what you've got 'til it's gone*, par Patricia Garcia. Recueil d'images et d'articles de journaux racontant l'histoire de la préservation du quartier après une série de démolitions. Aussi en ligne : http://www.miltonparc.org/272scans.pdf
- *The Milton Park Affair,* par Claire Helman. Le matériel de ce document provient des mémoires, recherches et notes des gens qui ont vécu et travailler dans Milton-Park au moment des événements.





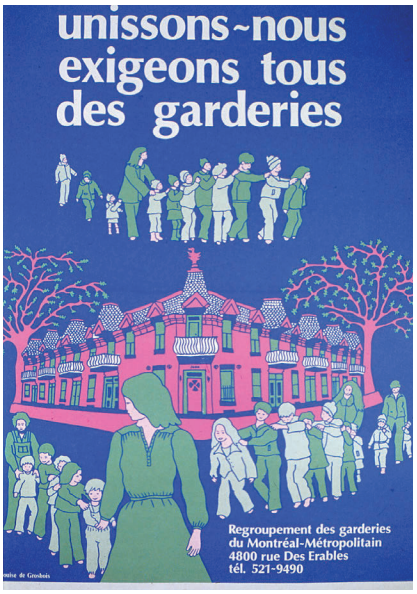




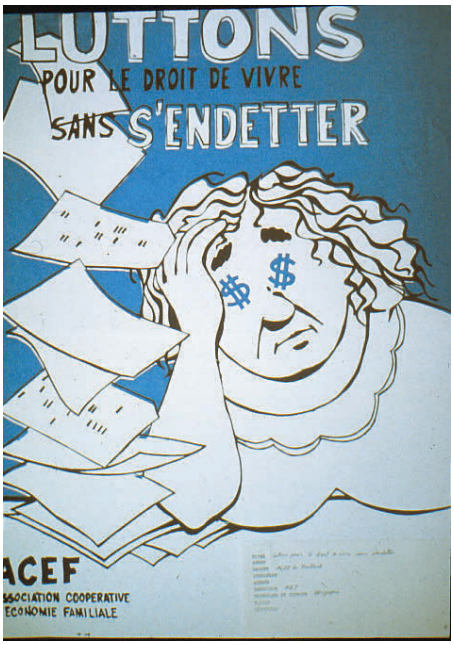
QUELQUES AFFICHES...

Dans ces années d'action sociale, les affiches sont le meilleur moyen de faire passer les messages aux citoyens. Cette page vous en présente quelques-unes qui ont été créées pour les groupes communautaires.

Merci à Bernard Vallée pour le généreux partage.

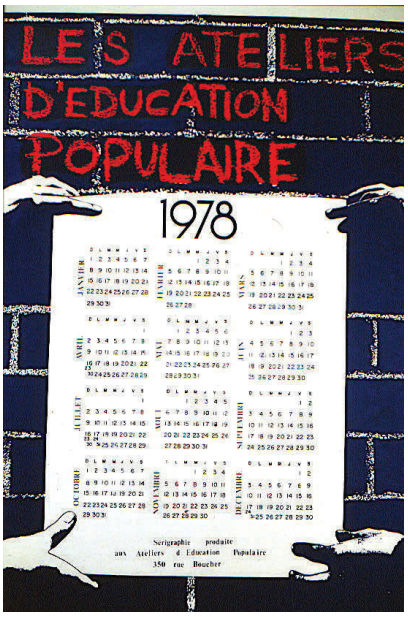




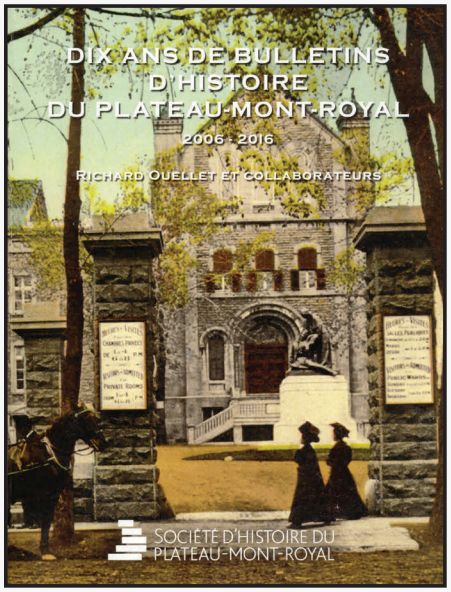




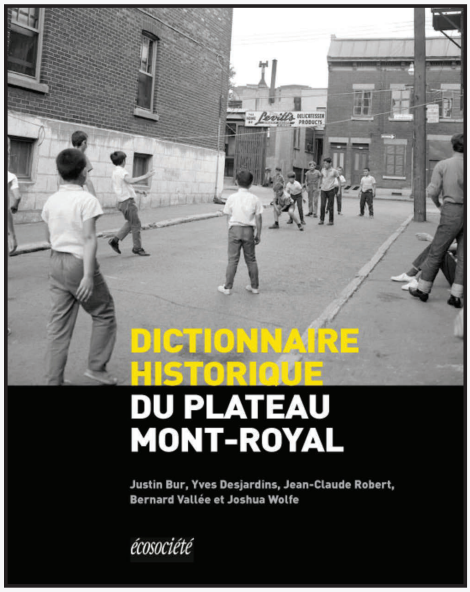




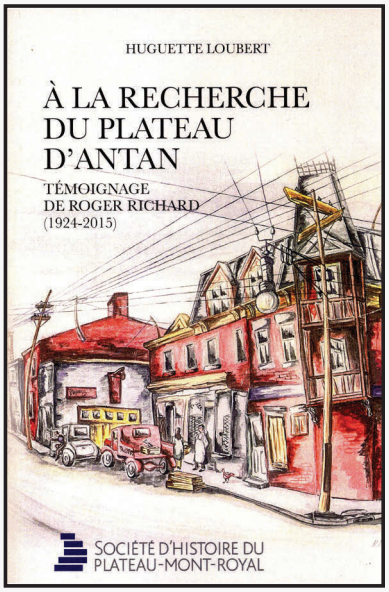




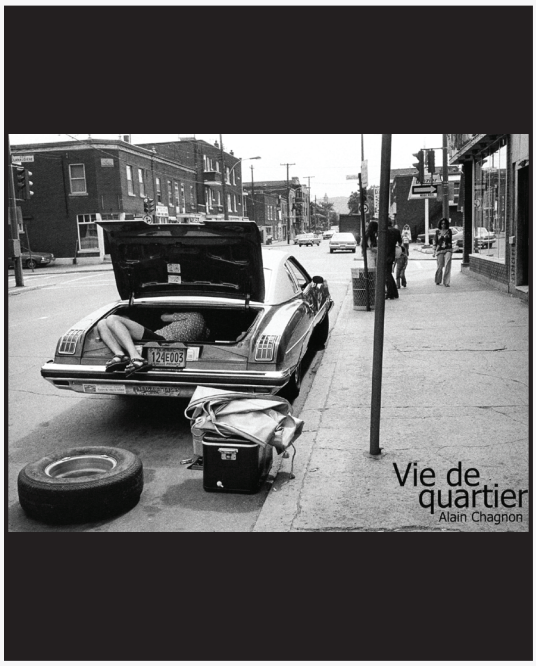
Dix ans de bulletins d'histoire du Plateau Mont-Royal
par Richard Ouellet
et une multitude de rédacteurs!
Un recueil à déguster article par article!



Dictionnaire historique du Plateau Mont-Royal
par J. Bur, Y. Desjardins, J.-C. Robert,
B. Vallée et Joshua Wolfe
Nécessaire à tous les amoureux du Plateau!



À la recherche du Plateau d'antan
par Huguette Loubert
Un témoignage alliant ambiance
et souvenirs!



Vie de quartier
par Alain Chagnon
De magnifiques photos inédites
du Plateau des années 1970.

Ruba Ghazal
Députée de Mercier
1012 av. du Mont-Royal Est, Bur. 102
Ruba.Ghazal.Merc@assnat.qc.ca
T: 514-525-8877
ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC





STEVEN GUILBEAULT
Député de
Laurier—Sainte-Marie
800 De Maisonneuve Est, Bureau 604
Montréal (Québec) H2L 4L8
514-522-1339
Steven.Guilbeault@parl.gc.ca

Livres en vente au Centre de documentation et d'archives

Ces livres sont à édition limitée à l'exception du Dictionnaire historique du Plateau. Il n'est pas possible de les trouver ailleurs. Venez nous voir! Appelez au 514-563-0623 avant de passer, le Centre est ouvert le mardi seulement.

Pour le développement social, communautaire et économique du Plateau-Mont-Royal.

Pour la promotion d'un projet de société fondé sur une juste répartition des richesses et une réelle qualité de vie, où la valeur des personnes ne se mesure pas à leur pouvoir d'achat.



Corporation de développement communautaire Plateau-Mont-Royal

4450 Saint-Hubert, local 226

514 528-8656

agentliaison@cdcasgp.org

cdcasgp.org

